

VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2014/200747]

20 JANUARI 2014. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013 tussen de federale overheid, de gewesten en de gemeenschappen voor de oprichting van het interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel - Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013 tussen de federale overheid, de gewesten en de gemeenschappen voor de oprichting van het interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Eupen, 20 januari 2014.

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen,

K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs, Opleiding en Werkgelegenheid,

O. PAASCH

De Minister van Cultuur, Media en Toerisme,

Mevr. I. WEYKMANS

De Minister van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,

H. MOLLERS

—
Nota

Zitting 2013-2014

Parlementair stuk : 198 (2013-2014) Nr. 1 Ontwerpdecreet + Erratum 198 (2013-2014) Nr. 2 Verslag

Integraal verslag : 20 januari 2014 - Nr. 61 Bespreking en aanneming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/201484]

11 DECEMBRE 2013. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 23 juillet 2012 entre l'autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune au sens de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 12 juin 2013 entre l'autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune.

Art. 2. Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 décembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 895 (2013-2014) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 décembre 2013.

Discussion.

Vote.

ANNEXE

Accord de coopération entre l'autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune, au sens de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme;

Vu la Directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique, en particulier l'article 13;

Considérant que la Commission européenne a mis en demeure la Belgique en ce qui concerne la transposition de la Directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique;

Considérant que la transposition complète de cette directive implique que l'organisme de promotion de l'égalité de traitement visé à l'article 13 de la directive soit compétent non seulement dans les matières fédérales mais également dans les matières communautaires et régionales;

a) L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Premier Ministre, Elio Di Rupo et de la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des Chances, Joëlle Milquet;

b) La Communauté flamande et la Région flamande, représentées par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président, Kris Peeters, et en la personne du Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Egalité des Chances et de Bruxelles, Pascal Smet;

c) La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne du Ministre-Président, Rudy Demotte et en la personne de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances, Fadila Laanan;

d) La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne du Ministre-Président, Karl-Heinz Lambertz et en la personne du Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales, Harald Mollers.

e) La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni, en la personne du Président, Charles Picqué;

f) La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, et en la personne de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances, Eliane Tillieux;

g) La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne du Ministre-Président, Charles Picqué et du Secrétaire d'Etat chargé de la Mobilité, de la Fonction publique, de l'Egalité des Chances et de la Simplification administrative, Bruno De Lille;

h) La Commission communautaire française, représentée par le Collège, en la personne du Président, Christos Doukeridis,

Exerçant conjointement leurs compétences propres, ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Définitions Pour l'application du présent accord de coopération, il y a lieu d'entendre par : - l'accord : le présent accord de coopération; - les parties : les parties signataires du présent accord; - le Centre : le Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations - le collège : les deux co-directeurs.

Art. 2. Objet de l'accord

§ 1^{er}. L'objet du présent accord est de créer un Centre interfédéral indépendant pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune au sens de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980.

§ 2. Le Centre jouit de la personnalité juridique.

§ 3. Le siège du Centre, qui est le point de contact central, est établi dans l'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et actuellement à 1000 Bruxelles, rue Royale 138.

Le Centre sera hébergé dans un emplacement accessible, conformément aux dispositions du Règlement régional d'Urbanisme, Titre IV de la Région de Bruxelles-Capitale.

Art. 3. Missions

§ 1^{er}. Le Centre a pour missions :

a. de promouvoir l'égalité des chances prenant en considération la diversité dans notre société et de combattre toute forme de discriminations, de distinction, d'exclusion, de restriction, d'exploitation ou de préférence fondée sur une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance, la nationalité, l'origine nationale ou ethnique, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'origine sociale, la naissance, la fortune, l'âge, la conviction religieuse ou philosophique, l'état de santé, la conviction politique ou la conviction syndicale, un handicap, une caractéristique physique ou génétique;

b. de remplir les tâches prévues dans l'article 33, § 2, de la Convention des Nations unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées.

§ 2. Le Centre exerce ses missions dans un esprit de dialogue et de collaboration avec les associations, instituts, organes et services qui, en tout ou en partie, accomplissent les mêmes missions ou sont directement concernés par l'accomplissement de ces missions.

§ 3 Le Centre exerce ses missions en toute indépendance, conformément aux Principes de Paris tels qu'ils figurent à l'annexe de la Résolution 48/138 de l'Assemblée générale des Nations unies du 20 décembre 1993.

Art. 4. Etudes et recherches

§ 1^{er}. Le Centre est habilité à effectuer toutes les études et recherches nécessaires à l'accomplissement de ses missions. Il peut, à cet effet, produire et fournir toute information et toute documentation utiles. Il peut également, à cet effet, recueillir et publier sans possibilité d'identification des parties en cause, les données statistiques et les décisions jurisprudentielles utiles à l'évaluation de l'application des lois, des décrets et des ordonnances visées à l'article 6 du présent accord.

§ 2. A la demande du Centre, chaque autorité et chaque institution publique mettent à sa disposition les informations nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

§ 3. Le Ministre de la Justice communique annuellement au Centre les statistiques judiciaires relatives à l'application des lois, des décrets et des ordonnances visés à l'article 6 du présent accord, ainsi que les décisions de justice prises en application de ces lois, décrets et ordonnances, sans possibilité d'identification des parties en cause.

Art. 5. Avis, recommandations et guidance

Dans les limites de ses missions, définies à l'article 3 de cet accord, le Centre est habilité à :

1° adresser des avis et recommandations indépendants à tout pouvoir public en vue de l'amélioration de la réglementation et de la législation;

2° adresser des avis et recommandations indépendants à tout pouvoir public ou organisme privé ou personne privée sur la base des résultats des études et des recherches visées à l'article 4 de cet accord;

3° assister toute personne sollicitant une consultation sur l'étendue de ses droits et obligations. Cette assistance permet au bénéficiaire d'obtenir des informations et des conseils, notamment sur les moyens que chacun peut utiliser pour faire valoir ses droits garantis par les lois, décrets et ordonnances visés à l'article 6 du présent accord;

4° assurer un soutien et une guidance à des institutions et organisations et dispensateurs d'assistance juridique;

5° demander à toute autorité, lorsqu'il invoque des faits qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination visée par les lois, décrets et ordonnances mentionnés à l'article 6 du présent accord, de s'informer et de tenir le Centre informé des résultats de l'analyse des faits dont question. Ces autorités informent le Centre de manière motivée des suites qui y sont réservées.

6° organiser des actions de sensibilisation.

Art. 6. Signalements, recours et actions en justice

§ 1. Le Centre assure l'accessibilité de ses services, en ce compris aux personnes à mobilité réduite, et organise, outre le point de contact central, des points de contact locaux, auprès desquels un signalement peut être déposé, en collaboration avec les Régions, les Communautés, les provinces et les communes. Ces points de contact locaux doivent être suffisamment répartis au niveau géographique afin de garantir pour le citoyen un accès aisé.

Lesdits points de contact ont pour tâche de soutenir et de rendre possible le fonctionnement du Centre. Le conseil d'administration interfédéral et les chambres pourront déterminer avec plus de précision les tâches des points de contact, dans les limites de leurs compétences respectives.

Les communes du ressort du point de contact peuvent contribuer à leur financement pour autant qu'elles respectent l'indépendance desdits points de contact.

§ 2. Dans les limites de ses missions définies à l'article 3 du présent accord, le Centre est habilité à recevoir des signalements, à les traiter et à accomplir toute mission de conciliation ou de médiation qu'il juge utile, ceci sans préjudice de la compétence des services de médiation dont la compétence est définie par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance et sans préjudice de la compétence des médiateurs désignés par les parties concernées.

§ 3. Dans les limites des missions du Centre telles que définies à l'article 3 du présent accord, et dans les limites des lois, décrets et ordonnances énumérés dans le présent paragraphe, chaque partie détermine respectivement par loi, décret ou ordonnance, en ce qui concerne ses propres compétences, les cas où le Centre est habilité à ester en justice.

Le Centre est habilité à ester en justice, dans les limites de ses missions définies à l'article 3 du présent accord, dans tous les litiges auxquels pourrait donner lieu notamment l'application des lois, des décrets et des ordonnances suivants :

- la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie;

- la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale;

- le chapitre 5bis de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs dans l'exécution de leur travail;
- la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination;
- le décret de la Communauté flamande du 8 mai 2002 sur la participation proportionnelle sur le marché de l'emploi;
- le décret de la Communauté flamande du 10 juillet 2008 portant le cadre de la politique flamande de l'égalité des chances et de traitement;
- le décret de la Communauté française du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;
- le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, en ce compris la discrimination entre les femmes et les hommes, en matière d'économie, d'emploi et de formation professionnelle;
- l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 juillet 2011 relative à la gestion mixte du marché de l'emploi dans la Région de Bruxelles-Capitale;
- l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 septembre 2008 relative à la lutte contre la discrimination et à l'égalité de traitement en matière d'emploi;
- l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 septembre 2008 visant à promouvoir la diversité et à lutter contre la discrimination dans la fonction publique régionale bruxelloise;
- le décret du 22 mars 2007 de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'égalité de traitement entre les personnes dans la formation professionnelle;
- le décret de la Communauté germanophone du 19 mars 2012 visant à lutter contre certaines formes de discrimination;
- l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement;
- le décret de la Commission Communautaire française de la Région Bruxelles-Capitale du 3 juillet 2010 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement.

§ 4. La procédure dont il est question au présent article pourra être entamée si la victime est connue avec l'autorisation expresse de la victime de discrimination. La procédure peut aussi être entamée s'il n'y a pas de victimes connues.

Art. 7. Rapportage annuel aux parlements des parties

Le Centre justifie annuellement par le biais d'un rapport sur l'exécution de ses missions, l'utilisation des moyens et le fonctionnement du Centre aux parlements des parties. Il en assure la rédaction et la publication, et l'adresse aux parlements. Une copie du rapport est communiquée aux Gouvernements.

Art. 8. Le conseil d'administration interfédéral et les chambres

§ 1^{er}. Le Centre est géré par un conseil d'administration interfédéral composé de 20 membres, auquel s'ajoute le membre de la Communauté germanophone pour les matières qui concernent la Communauté germanophone, dont :

- 10 membres sont désignés par la Chambre des représentants, dont au maximum 5 sont du même sexe, 5 membres appartenant au rôle linguistique néerlandophone, 5 membres appartenant au rôle linguistique francophone;
- 10 membres plus 1 membre, dont au maximum 6 sont du même sexe, sont désignés par les Régions et les Communautés selon la répartition suivante :
 - 4 membres sont désignés par le Parlement flamand dont au maximum 2 sont du même sexe;
 - 2 membres sont désignés par le Parlement de la Région wallonne dont une femme et un homme;
 - 2 membres sont désignés par le Parlement de la Communauté française dont une femme et un homme;
 - 2 membres sont désignés par le Parlement de la Région de Bruxelles-capitale, dont une femme et un homme dont un membre appartient au groupe linguistique néerlandophone et un membre au groupe linguistique francophone;
 - 1 membre est désigné par le Parlement de la Communauté germanophone.

Le membre désigné par le Parlement de la Communauté germanophone prend part aux débats du conseil d'administration interfédéral et participe exclusivement aux décisions dans les matières qui concernent les compétences de la Communauté germanophone. Ce membre fait partie de la chambre francophone.

§ 2. Les membres du conseil d'administration interfédéral sont désignés par les Parlements respectifs des entités fédérées et la Chambre des représentants pour l'Etat fédéral, sur base de leur compétence, de leur expérience, de leur indépendance et de leur autorité morale. Ils sont notamment issus du monde académique, judiciaire, de la société civile, et des partenaires sociaux.

Le conseil d'administration interfédéral et les chambres doivent être composés de la manière la plus pluraliste possible.

§ 3. Le conseil d'administration interfédéral peut se réunir sous la forme d'une session plénière ou sous la forme de chambres restreintes. Ces chambres sont :

- une chambre fédérale composée des 10 membres désignés par la Chambre des représentants;
- une chambre flamande composée des 4 membres désignés par le Parlement flamand;
- une chambre francophone composée des 4 membres dont 2 sont désignés par le Parlement de la Région wallonne et 2 par le Parlement de la Communauté française;
- une chambre bruxelloise composée des 2 membres, désignés par les groupes linguistiques respectifs du Parlement de la Région Bruxelles-Capitale et de l'assemblée réunie de la Commission communautaire commune.

La chambre francophone est complétée par le membre désigné par le parlement de la Communauté germanophone.

Lorsque la chambre flamande est saisie d'un dossier concernant l'exercice des compétences communautaires dans la Région de Bruxelles-Capitale, elle est complétée par le membre de la chambre bruxelloise appartenant au groupe linguistique flamand. Lorsque la chambre francophone est saisie d'un dossier concernant l'exercice des compétences communautaires dans la Région de Bruxelles-Capitale, y compris les compétences de la Commission communautaire française, elle est complétée par le membre de la chambre bruxelloise appartenant au rôle linguistique francophone.

Le nombre de membres de chaque chambre peut être augmenté par le Parlement concerné jusqu'à 15 membres au maximum, parmi lesquels l'écart entre le nombre des membres de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Ces membres supplémentaires ne siègent pas au conseil d'administration interfédéral. Dans les chambres bruxelloise et fédérale, l'élargissement doit respecter la parité linguistique. La désignation de ces membres supplémentaires se déroule selon les mêmes modalités que les autres membres.

§ 4. Le conseil d'administration interfédéral est présidé par deux co-présidents appartenant à un rôle linguistique différent et de sexe opposé. Les deux co-présidents alterneront la fonction de président et de vice-président chaque année. Les co-présidents sont désignés par le conseil d'administration interfédéral. L'un est désigné par les représentants désignés par la Chambre des représentants et l'autre par les membres désignés par les parlements des Communautés et Régions. § 5. Les présidents, et les membres du conseil d'administration interfédéral sont désignés pour 6 ans. Leur mandat est renouvelable deux fois.

§ 6. Chaque membre effectif a un suppléant qui le remplace en cas d'absence. Les membres suppléants sont désignés conformément à l'organisation visée au § 1^{er} et à la procédure visée au § 2.

Lorsqu'un membre effectif ne peut pour une raison quelconque achever son mandat, le membre qui le supplée est nommé membre effectif et un nouveau membre suppléant est nommé pour la durée du mandat qui reste à courir.

Lors de la première nomination des membres suppléants, ceux-ci sont nommés pour la durée du mandat des membres effectifs qui reste à courir.

§ 7. Le mandat de membre effectif ou de membre suppléant est incompatible avec :

- le mandat de membre du Parlement européen, d'une des Chambres fédérales, ou d'un Parlement de Communauté ou de Région;
- le mandat d'un membre de Gouvernement fédéral, d'un Gouvernement de Communauté ou de Région ou d'un secrétaire d'Etat ou régional;
- la qualité de co-directeur, de coordinateur ou de membre du personnel du Centre;
- membre d'un Cabinet ministériel ou d'une cellule stratégique.

§ 8. Le montant des jetons de présence et des frais de parcours attribués aux co-présidents, et aux membres effectifs et suppléants du conseil d'administration sont fixés par le conseil d'administration interfédéral.

Art. 9. Fonctionnement du conseil d'administration interfédéral et des chambres

§ 1^{er}. Le conseil d'administration interfédéral et les chambres ne peuvent prendre de décision que si la majorité des membres est présente, avec un minimum de deux membres présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration interfédéral ou la chambre peut délibérer et statuer valablement sur le même ordre du jour, quel que soit le nombre de membres présents, dans un délai qu'il fixe lui-même mais qui ne peut être inférieur à 72 heures. La convocation précisera la nature de cette réunion.

Les décisions du conseil d'administration interfédéral et des chambres sont prises à la majorité absolue des voix émises par les membres présents. Par voix émises, on entend les votes pour et contre, à l'exclusion des abstentions.

Le vote par procuration ou par lettre n'est pas admis.

En cas de partage des voix, la proposition est rejetée.

§ 2. Le vote se fait à main levée.

Il est toutefois procédé au vote secret :

- à la demande des co-présidents ou d'au moins deux tiers des membres;
- lorsque des décisions sont prises à l'égard de personnes.

§ 3. En tenant compte des dispositions contenues dans les articles 4, 5 et 6 du présent accord, les dossiers sont répartis entre les chambres fédérales, flamande, francophone et bruxelloise selon la réglementation pour laquelle elles exercent une compétence exclusive.

La chambre fédérale est compétente pour les dossiers relevant de la compétence de l'autorité fédérale. La chambre flamande, la chambre francophone et la chambre bruxelloise sont respectivement compétentes pour les dossiers entrant dans les compétences des parlements qui désignent les membres de ces chambres.

La chambre francophone est compétente pour les dossiers qui sont de la compétence de la Communauté germanophone

La chambre bruxelloise est compétente pour les dossiers relevant de la compétence de la Commission communautaire commune.

Les dossiers présentant des compétences partagées, c'est-à-dire de dossiers présentant des éléments indissociables relevant de la compétence de plus d'une chambre, sont du ressort du conseil d'administration interfédéral.

En cas de litige entre deux chambres concernant l'attribution d'un dossier, le conseil d'administration interfédéral prend la décision à la majorité absolue des voix émises par les membres présents.

§ 4. L'ordre du jour et les notes qui s'y rapportent sont communiqués aux membres du conseil d'administration interfédéral du Centre au moins 6 jours ouvrables avant la tenue du conseil d'administration interfédéral ou des chambres.

Art. 10. Compétences du conseil d'administration interfédéral

§ 1^{er}. Le conseil d'administration interfédéral dispose de tous les pouvoirs nécessaires au fonctionnement du Centre et à l'exécution de ses missions.

§ 2. Le conseil d'administration interfédéral est chargé des tâches suivantes :

- déterminer la politique générale du Centre;
- adopter le plan stratégique triennal, sur proposition des co-directeurs;
- adopter un projet de budget, sur proposition des co-directeurs;
- adopter un plan opérationnel annuel, sur proposition des co-directeurs;
- fixer, sur proposition des co-directeurs, l'organigramme, les profils de fonction et le plan du personnel;
- décider des engagements et de la procédure d'engagement, dans le cadre des crédits disponibles;
- définir les modalités, le budget et la politique de communication du Centre;
- décider ou non d'ester en justice dans les dossiers qui lui sont é soumis au conseil d'administration interfédéral;
- faire réaliser des études en rapport avec les missions du Centre;
- prendre des initiatives communes pour promouvoir l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations, conformément aux habilitations du Centre définies dans les articles 4 et 5 de cet accord, dans des matières qui sont du ressort respectif des chambres pour lesquelles une majorité des membres présents de plusieurs chambres effectue une demande de traitement commun.

Le conseil d'administration interfédéral peut déléguer au collègue le pouvoir d'engagement du personnel, à l'exception des co-directeurs et des coordinateurs.

§ 3. Le conseil d'administration interfédéral établit endéans les trois mois de sa désignation le règlement d'ordre intérieur de ce conseil. Ce règlement d'ordre intérieur vise l'organisation interne du conseil d'administration interfédéral et est publié au *Moniteur belge*.

Art. 11. Compétences des chambres.

§ 1^{er}. Les chambres définies à l'article 8, § 3, sont compétentes pour le suivi et les traitements des dossiers qui leur sont attribués comme prévu à l'article 9, § 3.

§ 2. Conformément aux articles 4, 5 et 6 du présent accord et pour les dossiers qui leur sont attribués exclusivement, les chambres sont habilitées à :

- effectuer toutes les études et recherches comme décrites à l'article 4;
- adresser des avis et recommandations indépendants conformément à l'article 5.1^o et 2^o;
- assister toute personne sollicitant une consultation conformément à l'article 5.3^o;
- assurer soutien et guidance à des institutions et organisations dispensateurs d'assistance juridique, conformément à l'article 5.4^o;
- demander à toute autorité des précisions quand est présumée l'existence d'une discrimination, conformément à l'article 5.5^o;
- organiser des actions de sensibilisation;
- recevoir des signalements et les traiter conformément à l'article 6, § 2;
- décider de la méthode de communication dans leurs propres compétences, à condition que cette communication soit en ligne avec la politique de communication globale visée à l'article 10, alinéa 2, tiret sept;
- décider de faire usage ou non du droit d'aller en justice conformément à l'article 6, § 3.

Les chambres assurent l'accessibilité de leurs services conformément à l'article 6, § 1^{er}.

Art. 12. Le collègue

§ 1^{er}. Le Centre est dirigé par le collègue de deux co-directeurs, qui ne peuvent appartenir au même rôle linguistique, qui sont de sexe différent, qui sont placés sous la tutelle du conseil d'administration interfédéral et qui doivent prendre leurs décisions collégalement. Ils sont assistés par des coordinateurs.

§ 2. Le collègue et les coordinateurs sont nommés par le conseil d'administration interfédéral pour six ans. Leur mandat est renouvelable deux fois, moyennant une évaluation effectuée par un audit externe.

En vue de cette nomination, le conseil d'administration interfédéral rédige un appel à candidature qui est publié au *Moniteur belge*. Cet avis est publié dans au moins deux journaux néerlandophones et deux journaux francophones lorsque les postes sont ouverts aux deux rôles linguistiques ou deux journaux néerlandophones ou deux journaux francophones selon que les postes sont ouverts uniquement pour l'un ou l'autre rôle linguistique.

Cet appel invite les candidats à démontrer leurs aptitudes et fixe un délai pour le dépôt des candidatures. Les coprésidents du conseil d'administration interfédéral transmettent au conseil d'administration interfédéral les candidatures reçues suite à l'appel.

§ 3. Le collège est chargé de proposer au conseil d'administration interfédéral :

- la mise en œuvre du plan stratégique triennal;
- un projet de budget;
- un plan opérationnel annuel;
- l'organigramme et les descriptions de fonction.

§ 4. Le collège est chargé de :

- la gestion journalière et budgétaire du Centre;
- la gestion du personnel;
- l'exécution des décisions du conseil d'administration interfédéral, dont le collège assure le secrétariat;
- la préparation des recommandations.

Art. 13. Le personnel

§ 1^{er}. Pour l'exécution de ses missions, le Centre dispose de personnel engagé par contrat.

Le personnel est engagé, dans les limites des crédits disponibles, sur base des profils ou descriptions de fonction visées à l'article 11 du présent accord. Ce personnel peut exercer ses missions au siège du Centre ou dans des points de contact locaux.

Les co-directeurs et les coordinateurs ne peuvent faire l'objet d'un détachement.

§ 2. Les membres du personnel du Centre remplissent leur fonction avec loyauté, conscience et intégrité, sous l'autorité des co-directeurs.

Ils s'abstiennent, en dehors de l'exercice de leur fonction, de tout comportement qui serait de nature à ébranler la confiance du public en leur service.

§ 3. Du personnel des administrations des parties peut être mis à la disposition du Centre, à sa demande.

Art. 14. Cadre organique et linguistique

Sur base de l'organigramme et des descriptions de fonction visés à l'article 10 du présent accord, le conseil d'administration interfédéral fixe le cadre organique et le cadre linguistique du personnel.

La loi sur l'emploi des langues en matière administrative est d'application.

Art. 15. Contrôle budgétaire et contrôle des comptes

La Cour des Comptes exerce le contrôle sur toutes les décisions du Centre ayant un impact budgétaire ou financier.

Le contrôle de la comptabilité du Centre est confié à un réviseur d'entreprise, choisi parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'entreprises, désigné et révoqué par le conseil d'administration interfédéral.

Celui-ci exécute sa mission sans intervention dans la gestion du Centre.

Le réviseur d'entreprise peut prendre connaissance de toutes les pièces comptables. Il se voit communiquer les comptes annuels 45 jours avant la séance du conseil d'administration interfédéral à laquelle les comptes sont soumis.

Le réviseur d'entreprise fait rapport sur lesdits comptes au conseil d'administration interfédéral.

Le réviseur est désigné pour une durée de trois ans.

Art. 16. Le financement et le budget

§ 1^{er}. Pour l'accomplissement de ses missions, le Centre est autorisé à :

- recevoir des dons et des legs;
- recevoir le produit d'activités;
- acquérir ou aliéner des biens meubles ou immeubles;
- recevoir des moyens provenant de la Loterie nationale;
- participer à des appels à projets subventionnés.

En cas de dissolution du Centre, l'actif net, meubles et immeubles, sera remis aux autres parties signataires en proportion de leurs apports.

§ 2. La répartition des contributions des différentes entités est fixée sur base des principes suivants :

- le budget du Centre est, à l'exclusion des recettes propres acquises par le Centre et les moyens pour la mission 'handicap' inclus, fixé à un montant de 7,84 millions d'euros à partir de 2015. Ce montant est indexé annuellement (sur base de l'index santé);

- l'intervention de l'Etat fédéral est fixée au montant de la contribution actuelle pour le Centre de l'Egalité des Chances et de lutte contre le racisme actuel (moyens pour la mission 'handicap' inclus), diminuée des moyens nécessaires au financement de ce Centre qui sera, à l'issue de la création du Centre interfédéral, compétent de la migration et de la traite des humains. La contribution au financement du Centre interfédéral est ainsi fixée à 6,2 millions d'euros à partir de 2015;

- l'intervention des entités fédérées à concurrence d'un montant qui correspond à 1,64 millions d'euros à partir de 2015;

- la répartition de cette contribution entre les différentes entités fédérées est réalisée de la manière suivante :

Flandre : 48 % = 787.200 euros.

Région wallonne : 36 % = 590.400 euros.

Communauté française : 12 % = 196.800 euros.

Région bruxelloise : 3 % = 49.200 euros.

Communauté germanophone : 1 % = 16.400 euros.

Lorsqu'une entité met à disposition du Centre du personnel, sans que le Centre n'en supporte le coût, celui-ci est déduit par l'entité concernée du montant de sa contribution au budget du Centre.

§ 3. Par dérogation au § 1, une période transitoire est prévue pour la période 2013 et 2014. Pendant cette période, l'intervention de l'Etat fédéral et des entités fédérées sont fixés dans l'article 16, § 5.

§ 4 Des tâches supplémentaires, hors plan annuel opérationnel, peuvent être confiées au Centre interfédéral dans les limites des missions telles que décrites dans l'accord de coopération et à la condition que les demandeurs en assument la responsabilité financière.

§ 5. Le budget, adopté par le conseil d'administration interfédéral sur proposition du collège, est approuvé par le comité de concertation.

En cas de retard dans l'approbation du budget, le budget de l'année précédente est prolongé sous le régime des douzièmes provisoires.

Art. 17. Dispositions transitoires et entrée en vigueur

§ 1^{er}. Dans les cinq mois de sa désignation, le conseil d'administration interfédéral arrête le règlement d'ordre intérieur du Centre.

§ 2. Les parties prendront au plus tard le 30 juin 2013 toutes les mesures favorisant l'exécution de cet accord.

Les parties s'engagent à ce que le conseil d'administration interfédéral soit opérationnel endéans les six mois de l'entrée en vigueur du présent accord.

§ 3. Les membres actuels ainsi que le président et le vice-président du conseil d'administration, le directeur et le directeur adjoint ainsi que les coordinateurs du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme exercent leur mandat tout au plus jusqu'au moment de l'exécution effective du présent accord.

Dès l'exécution effective du présent accord, le Centre succède aux droits et obligations du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme pour ce qui concerne les compétences attribuées au Centre interfédéral, en ce compris ceux résultant des contrats de travail des membres du personnel employés pour l'accomplissement de ces compétences.

§ 4. Cet accord est conclu pour un délai de trois ans. Après l'expiration de ce délai, il sera prorogé par reconduction tacite pour une nouvelle période de trois ans.

Au terme de chaque période de trois ans, chaque partie peut résilier cet accord par une notification aux présidents des Parlements de toutes les parties six mois avant l'échéance de la période des trois ans concernées. Dans ce cas, cet accord reste contraignant pour les autres parties.

§ 5. En dérogation à l'article 15 § 1, une période transitoire est prévue pour la période 2013 et 2014. Pendant cette période l'intervention de l'Etat fédéral et des entités fédérées est fixée de la manière suivante :

	Fédérale (hors pauvreté)	Régions et Communautés
Centre interfédéral Situation en 2013 (base annuelle)	6,5 mio	1,095 mio Fl : 607.000 (les meldpunten seront incorporés au Centre) + 74.550 = 681.550 Rw : 264.000 + 35.063 = 299.063 CF = 67.000 + 9.200 = 76.200 Br = 25.000 + 13.313 = 38.313 Germ = 0 + 1.000 = 1.000
Centre interfédéral Situation en 2014	6,350 mio	1,355 mio Fl : 738.000 Rw : 437.000 CF = 132.700 Br = 40.000 Germ = 7.500

L'intervention des entités fédérées pour 2013 sera déterminée sur base des interventions prévues pour 2013 sur base annuelle au prorata des mois pendant lesquels l'Accord de Coopération est opérationnel en 2013.

§ 6. Les parties peuvent procéder à la désignation d'un manager de transition qui effectuera le suivi de cet accord et l'accompagnera, y compris en ce qui concerne les mesures nécessaires relatives au personnel actuellement employé par le Centre de l'Égalité des Chances et de lutte contre le racisme pour l'exécution des tâches décrites dans le présent accord.

§ 7. Cet accord entre en vigueur après son approbation par les assemblées législatives de toutes les parties. A cet effet, les parties prendront immédiatement les mesures nécessaires.

Fait à Bruxelles, le 23 juillet 2012, en 5 exemplaires originaux (en français, en néerlandais et en allemand).

a) L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Premier Ministre, Elio Di Rupo, et de la Vice-Première Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances, Joëlle Milquet;

Le Premier Ministre,
E. DI RUPO

La Vice-Première Ministre, Ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des Chances,
Mme J. MILQUET

b) La Communauté flamande et la Région flamande, représentés par le Gouvernement flamand, en la personne de son Ministre-Président, Kris Peeters, et en la personne du Ministre de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et de Bruxelles, Pascal Smet;

Le Ministre-Président,
K. PEETERS

Le Ministre de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et de Bruxelles,
P. SMET

c) La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne du Ministre-Président, Rudy Demotte, et en la personne de la Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances, Fadila Laanan;

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

d) La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne du Ministre-Président, Karl-Heinz Lambertz et en la personne du Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales, Harald Mollers.

Le Ministre-Président,
K.-H. LAMBERTZ

Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales,
H. MOLLERS

e) La Commission communautaire commune, représentée par le Collège réuni, en la personne du Président, Charles Picqué;

Le Président,
Ch. PICQUE

f) La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte, et en la personne de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances, Eliane Tillieux;

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action Sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

g) La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne du Ministre-Président, Charles Picqué, et du Secrétaire d'Etat chargé de la Mobilité, de la Fonction publique, de l'Égalité des Chances et de la Simplification administrative, Bruno De Lille;

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Secrétaire d'Etat chargé de la Mobilité, de la Fonction publique,
de l'Égalité des Chances et de la Simplification administrative,
B. DE LILLE

h) La Commission communautaire française, représentée par le Collège, en la personne du Président, Christos Doulkeridis;

Le Président,
Ch. DOULKERIDIS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/201484]

- 11. DEZEMBER 2013 - Dekret zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen vom 12. Juni 2013 zwischen der Föderalbehörde, den Regionen und den Gemeinschaften zur Schaffung eines Interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus und der Diskriminierungen in der Form einer gemeinschaftlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Dem am 12. Juni 2013 zwischen der Föderalbehörde, den Regionen und den Gemeinschaften abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommen zur Schaffung eines Interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus und der Diskriminierungen in der Form einer gemeinschaftlichen Einrichtung wird zugestimmt.

Art. 2 - Dieses Zusammenarbeitsabkommen wird vorliegendem Dekret beigelegt.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. Dezember 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) *Sitzung 2012-2013*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 895 (2013-2014) Nr. 1 bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 11. Dezember 2013.

Diskussion

Abstimmung.

—
ANLAGE

Zusammenarbeitsabkommen vom 12. Juni 2013 zwischen der Föderalbehörde, den Regionen und den Gemeinschaften zur Schaffung eines Interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus und der Diskriminierungen in der Form einer gemeinschaftlichen Einrichtung im Sinne von Artikel 92bis des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 92bis § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993,

Aufgrund des Gesetzes vom 15. Februar 1993 zur Schaffung eines Zentrums für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus,

Aufgrund der Richtlinie 2000/43/EG des Rates vom 29. Juni 2000 zur Anwendung des Gleichbehandlungsgrundsatzes ohne Unterschied der Rasse oder der ethnischen Herkunft, insbesondere des Artikels 13,

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission Belgien in Verzug gesetzt hat in Bezug auf die Umsetzung der Richtlinie 2000/43/EG des Rates vom 29. Juni 2000 zur Anwendung des Gleichbehandlungsgrundsatzes ohne Unterschied der Rasse oder der ethnischen Herkunft,

In der Erwägung, dass die komplette Umsetzung dieser Richtlinie beinhaltet, dass die in Artikel 13 der Richtlinie erwähnte Stelle zur Verwirklichung des Gleichbehandlungsgrundsatzes nicht nur für föderale sondern auch für Gemeinschafts- und Regionalangelegenheiten zuständig ist, haben:

a) der Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung in der Person des Premierministers, Herrn Elio Di Rupo, und der Vizepremierministerin und Ministerin des Innern und der Chancengleichheit, Frau Joëlle Milquet,

b) die Flämische Gemeinschaft und die Flämische Region, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Kris Peeters, und des Flämischen Ministers für Unterricht, Jugend, Chancengleichheit und Brüssel, Herrn Pascal Smet,

c) die Französische Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und der Ministerin der Kultur, der audiovisuellen Künste, der Gesundheit und der Chancengleichheit, Frau Fadila Laanan,

d) die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Karl-Heinz Lambertz, und des Ministers für Familie, Gesundheit und Soziales, Herrn Harald Mollers,

e) die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person des Präsidenten, Herrn Rudy Vervoort,

f) die Wallonische Region, vertreten durch die Wallonische Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und der Ministerin für Gesundheit, Soziale Maßnahmen und Chancengleichheit, Frau Eliane Tillieux,

g) die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Vervoort, und des Staatssekretärs, beauftragt mit Mobilität, dem Öffentlichen Dienst, Chancengleichheit und Administrativer Vereinfachung, Herrn Bruno De Lille,

h) die Französische Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Kollegium in der Person des Präsidenten, Herrn Christos Doulkeridis, die ihre eigenen Befugnisse gemeinsam ausüben, Folgendes vereinbart:

Artikel 1 - Begriffsbestimmungen

Für die Anwendung des vorliegenden Zusammenarbeitsabkommens ist zu verstehen unter:

- Abkommen: vorliegendes Zusammenarbeitsabkommen;
- den Parteien: die vorliegendes Abkommen unterzeichnenden Parteien;
- Zentrum: das Interföderale Zentrum für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus und der Diskriminierungen;
- Kollegium: die zwei Kodirektoren.

Art. 2 - Gegenstand des Abkommens

§ 1. Der Gegenstand des vorliegenden Abkommens ist die Schaffung eines unabhängigen Interföderalen Zentrums für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus und der Diskriminierungen in der Form einer gemeinsamen Einrichtung im Sinne von Artikel 92*bis* des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

§ 2. Das Zentrum besitzt Rechtspersönlichkeit.

§ 3. Der Sitz des Zentrums, der die zentrale Kontaktstelle ist, ist in einer der Gemeinden der Region Brüssel-Hauptstadt und zurzeit in 1000 Brüssel, rue Royale/Koningsstraat 138, gelegen.

Das Zentrum wird gemäß den Bestimmungen von Titel IV der Regionalen Städtebauverordnung der Region Brüssel-Hauptstadt an einem zugänglichen Ort untergebracht.

Art. 3 - Aufträge

§ 1. Das Zentrum hat als Auftrag:

a) unter Berücksichtigung der Vielfalt in unserer Gesellschaft die Chancengleichheit zu fördern und jede Form von Diskriminierung, Unterscheidung, Ausgrenzung, Einschränkung, Ausbeutung oder Bevorzugung zu bekämpfen, die gestützt ist auf:

eine angebliche Rasse, die Hautfarbe, die Abstammung, die Staatsangehörigkeit, die nationale oder ethnische Herkunft, die sexuelle Ausrichtung, den Personenstand, die soziale Herkunft, die Geburt, das Vermögen, das Alter, die religiöse oder weltanschauliche Überzeugung, den Gesundheitszustand, die politische Überzeugung oder die gewerkschaftliche Überzeugung, eine Behinderung, ein körperliches oder genetisches Merkmal;

b) die in Artikel 33, Absatz 2, des Übereinkommens der Vereinten Nationen vom 13. Dezember 2006 über die Rechte von Menschen mit Behinderungen vorgesehenen Aufgaben wahrzunehmen.

§ 2. Bei der Ausführung seiner Aufträge kommuniziert und arbeitet das Zentrum zusammen mit den Vereinigungen, Einrichtungen, Organen und Diensten, die ganz oder teilweise dieselben Aufträge ausführen oder die unmittelbar von der Ausführung dieser Aufträge betroffen sind.

§ 3. Das Zentrum führt seine Aufträge gemäß den Pariser Grundsätzen, so wie sie in der Anlage zur Resolution 48/138 der Generalversammlung der Vereinten Nationen vom 20. Dezember 1993 aufgenommen sind, vollkommen unabhängig aus.

Art. 4 - Studien und Forschungen

§ 1. Das Zentrum ist befugt, alle Studien und Forschungen, die zur Erfüllung seiner Aufträge notwendig sind, durchzuführen. Zu diesem Zweck kann es jede nötige Information und Dokumentation anlegen und bereitstellen. Zu diesem Zweck kann es ebenfalls statistische Daten und Entscheidungen aus der Rechtsprechung, die für die Beurteilung der Anwendung der in Artikel 6 des vorliegenden Abkommens erwähnten Gesetze, Dekrete und Ordonnanzen nützlich sind, erfassen und veröffentlichen, ohne dass die Identifizierung der betroffenen Parteien möglich ist.

§ 2. Auf Antrag des Zentrums stellen ihm alle Behörden und alle öffentlichen Einrichtungen die zur Ausführung seiner Aufträge notwendigen Informationen zur Verfügung.

§ 3. Der Minister der Justiz teilt dem Zentrum jährlich die gerichtlichen Statistiken in Bezug auf die Anwendung der in Artikel 6 des vorliegenden Abkommens erwähnten Gesetze, Dekrete und Ordonnanzen sowie die in Anwendung dieser Gesetze, Dekrete und Ordonnanzen getroffenen gerichtlichen Entscheidungen mit, ohne dass die Identifizierung der betroffenen Parteien möglich ist.

Art. 5 - Stellungnahmen, Empfehlungen und Begleitung.

Das Zentrum ist innerhalb der Grenzen seiner in Artikel 3 des vorliegenden Abkommens erwähnten Aufträge befugt:

1. den öffentlichen Behörden unabhängige Stellungnahmen und Empfehlungen zur Verbesserung der Vorschriften und Rechtsvorschriften abzugeben;

2. den öffentlichen Behörden oder den privaten Einrichtungen oder Privatpersonen unabhängige Stellungnahmen und Empfehlungen aufgrund der Ergebnisse der in Artikel 4 des vorliegenden Abkommens erwähnten Studien und Forschungen abzugeben;

3. jeder Person beizustehen, die um Rat über den Umfang ihrer Rechte und Verpflichtungen bittet. Dieser Beistand besteht darin, dem Betreffenden Auskünfte und Ratschläge zu erteilen, insbesondere über die Mittel, die jeder anwenden kann, um seine Rechte, die durch die in Artikel 6 des vorliegenden Abkommens erwähnten Gesetze, Dekrete und Ordonnanzen gewährleistet sind, geltend zu machen;

4. Einrichtungen, Organisationen und Vermittler von juristischem Beistand zu unterstützen und zu begleiten;

5. wenn es sich auf Taten beruft, die das Vorliegen einer Diskriminierung vermuten lassen, wie sie in den in Artikel 6 des vorliegenden Abkommens erwähnten Gesetzen, Dekreten und Ordonnanzen erwähnt ist, alle Behörden darum zu bitten, sich zu informieren und das Zentrum über die Ergebnisse der Analyse der betreffenden Taten auf dem Laufenden zu halten. Diese Behörden setzen das Zentrum mit Angabe der Gründe von den Folgemaßnahmen in Kenntnis;

6. Sensibilisierungsaktionen zu organisieren.

Art. 6 - Meldungen, Beschwerden und Gerichtsverfahren

§ 1. Das Zentrum gewährleistet die Zugänglichkeit seiner Dienste, einschließlich für Personen mit eingeschränkter Bewegungsfähigkeit, und organisiert neben der zentralen Kontaktstelle in Zusammenarbeit mit den Regionen, den Gemeinschaften, den Provinzen und den Gemeinden lokale Kontaktstellen, bei denen eine Meldung eingereicht werden kann. Diese lokalen Kontaktstellen müssen geographisch ausreichend verteilt sein, damit dem Bürger ein einfacher Zugang gewährleistet wird.

Vorerwähnte Kontaktstellen haben als Aufgabe, die Arbeit des Zentrums zu unterstützen und zu ermöglichen. Der interföderale Verwaltungsrat und die Kammern können die Aufgaben der Kontaktstellen innerhalb der Grenzen ihrer jeweiligen Zuständigkeiten näher bestimmen.

Die Gemeinden des Arbeitsgebiets der Kontaktstellen können zu deren Finanzierung beitragen, vorausgesetzt, sie beachten die Unabhängigkeit dieser Kontaktstellen.

§ 2. Das Zentrum ist befugt, innerhalb der Grenzen seiner in Artikel 3 des vorliegenden Abkommens erwähnten Aufträge Meldungen entgegenzunehmen und zu bearbeiten und jede Schlichtungs- oder Vermittlungsaufgabe, die es als notwendig empfindet, auszuführen, unbeschadet der Zuständigkeit der Ombudsdienste, deren Zuständigkeit durch oder aufgrund eines Gesetzes, eines Dekrets oder einer Ordonnanz bestimmt wird, und unbeschadet der Zuständigkeit der Ombudsmänner, die von den betroffenen Parteien bestimmt werden.

§ 3. Innerhalb der Grenzen der Aufträge des Zentrums, so wie sie in Artikel 3 des vorliegenden Abkommens erwähnt sind, und innerhalb der Grenzen der in vorliegendem Paragraphen aufgezählten Gesetze, Dekrete und Ordonnanzen, bestimmt jede Partei durch Gesetz, Dekret beziehungsweise Ordonnanz und für das, was ihre eigenen Zuständigkeiten betrifft, die Fälle, in denen das Zentrum befugt ist, vor Gericht zu treten.

Innerhalb der Grenzen der Aufträge des Zentrums, so wie sie in Artikel 3 des vorliegenden Abkommens erwähnt sind, ist das Zentrum befugt, vor Gericht zu treten in allen Streitsachen, zu denen die Anwendung der folgenden Gesetze, Dekrete und Ordonnanzen Anlass geben kann:

- des Gesetzes vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen;

- des Gesetzes vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkrieges vom deutschen nationalsozialistischen Regime begangenen Völkermordes;

- des Kapitels 5bis des Gesetzes vom 4. August 1996 über das Wohlbefinden der Arbeitnehmer bei der Ausführung ihrer Arbeit;

- des Gesetzes vom 10. Mai 2007 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung;

- des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 8. Mai 2002 über die verhältnismäßige Beteiligung am Arbeitsmarkt;

- des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 10. Juli 2008 zur Festlegung des Rahmens der flämischen Chancengleichheits- und Gleichbehandlungspolitik;
- des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 12. Dezember 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung;
- des Dekrets vom 6. November 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung, einschließlich der Diskriminierung zwischen Frauen und Männern in Sachen Wirtschaft, Beschäftigung und berufliche Ausbildung;
- der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 14. Juli 2011 über die gemischte Verwaltung des Arbeitsmarkts in der Region Brüssel Hauptstadt;
- der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 4. September 2008 über die Bekämpfung der Diskriminierung und über die Gleichbehandlung in Sachen Beschäftigung;
- der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 4. September 2008 zur Förderung der Vielfalt und zur Bekämpfung der Diskriminierung im Brüsseler regionalen öffentlichen Dienst;
- des Dekrets der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt vom 22. März 2007 über die Gleichbehandlung der Personen in der beruflichen Ausbildung;
- des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. März 2012 zur Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung;
- der Ordonnanz der Region Brüssel-Hauptstadt vom 17. Juli 2003 zur Festlegung des Brüsseler Wohngesetzbuches;
- des Dekrets der Französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt vom 3. Juli 2010 über die Bekämpfung bestimmter Formen von Diskriminierung und über die Anwendung des Gleichbehandlungsgrundsatzes.

§ 4. Das in vorliegendem Artikel erwähnte Verfahren kann, wenn das Opfer bekannt ist, mit ausdrücklicher Erlaubnis des Opfers der Diskriminierung eingeleitet werden. Das Verfahren kann ebenfalls eingeleitet werden, wenn keine Opfer bekannt sind.

Art. 7 - Jährliche Berichterstattung an die Parlamente der Parteien

Das Zentrum legt den Parlamenten der Parteien anhand eines Berichts über die Ausführung seiner Aufträge jährlich Rechenschaft über die Verwendung der Mittel und die Arbeit des Zentrums ab. Es gewährleistet die Erstellung und die Veröffentlichung des Berichts und sendet ihn an die jeweiligen Parlamente. Eine Kopie des Berichts wird den Regierungen übermittelt.

Art. 8 - Der interföderale Verwaltungsrat und die Kammern

§ 1. Das Zentrum wird von einem interföderalen Verwaltungsrat verwaltet, der sich zuzüglich eines Mitglieds der Deutschsprachigen Gemeinschaft für die Angelegenheiten, die die Deutschsprachige Gemeinschaft betreffen, aus zwanzig Mitgliedern zusammensetzt, von denen:

- zehn Mitglieder von der Abgeordnetenkammer bestimmt werden, von denen höchstens fünf gleichen Geschlechts sind, wobei fünf Mitglieder der niederländischen Sprachrolle und fünf Mitglieder der französischen Sprachrolle angehören;
- zehn Mitglieder zuzüglich eines Mitglieds, von denen höchstens sechs gleichen Geschlechts sind, von den Regionen und den Gemeinschaften gemäß folgender Verteilung bestimmt werden:
 - vier Mitglieder, von denen höchstens zwei gleichen Geschlechts sind, werden vom Flämischen Parlament bestimmt;
 - zwei Mitglieder, davon eine Frau und ein Mann, werden vom Parlament der Wallonischen Region bestimmt;
 - zwei Mitglieder, davon eine Frau und ein Mann, werden vom Parlament der Französischen Gemeinschaft bestimmt;
 - zwei Mitglieder, davon eine Frau und ein Mann, werden vom Parlament der Region Brüssel-Hauptstadt bestimmt, wobei ein Mitglied der niederländischen Sprachgruppe und ein Mitglied der französischen Sprachgruppe angehört;
 - ein Mitglied wird vom Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmt.

Das vom Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmte Mitglied nimmt an den Verhandlungen des interföderalen Verwaltungsrates teil und beteiligt sich ausschließlich an den Entscheidungen in Angelegenheiten, die die Zuständigkeiten der Deutschsprachigen Gemeinschaft betreffen. Dieses Mitglied gehört der französischsprachigen Kammer an.

§ 2. Die Mitglieder des interföderalen Verwaltungsrates, die von den jeweiligen Parlamenten der föderierten Gebietskörperschaften und von der Abgeordnetenkammer für den Föderalstaat bestimmt werden, werden auf der Grundlage ihrer Sachkenntnis, ihrer Erfahrung, ihrer Unabhängigkeit und ihrer moralischen Autorität bestimmt. Sie stammen insbesondere aus der akademischen und Gerichtswelt, der Zivilgesellschaft und den Sozialpartnern. Der interföderale Verwaltungsrat und die Kammern müssen so pluralistisch wie möglich zusammengesetzt werden.

§ 3. Der interföderale Verwaltungsrat kann in Form einer Plenarsitzung oder in Form Kleiner Kammern zusammentreten. Diese Kammern sind:

- eine föderale Kammer, zusammengesetzt aus den zehn von der Abgeordnetenkammer bestimmten Mitgliedern;
- eine flämische Kammer, zusammengesetzt aus den vier vom Flämischen Parlament bestimmten Mitgliedern;
- eine französischsprachige Kammer, zusammengesetzt aus den vier Mitgliedern, von denen zwei vom Parlament der Wallonischen Region und zwei vom Parlament der Französischen Gemeinschaft bestimmt werden;
- eine Brüsseler Kammer, zusammengesetzt aus den zwei von den jeweiligen Sprachgruppen des Parlaments der Region Brüssel-Hauptstadt und von der Vereinigten Versammlung der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission bestimmten Mitgliedern.

Die französischsprachige Kammer wird durch das vom Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft bestimmte Mitglied ergänzt.

Wenn die flämische Kammer mit einer Akte befasst wird, die die Ausübung der Gemeinschaftsbefugnisse in der Region Brüssel-Hauptstadt betrifft, wird sie durch das Mitglied der Brüsseler Kammer ergänzt, das der niederländischen Sprachgruppe angehört.

Wenn die französischsprachige Kammer mit einer Akte befasst wird, die die Ausübung der Gemeinschaftsbefugnisse in der Region Brüssel-Hauptstadt betrifft, einschließlich der Befugnisse der Französischen Gemeinschaftskommission, wird sie durch das Mitglied der Brüsseler Kammer ergänzt, das der französischen Sprachrolle angehört.

Die Anzahl der Mitglieder jeder Kammer kann vom betreffenden Parlament auf höchstens fünfzehn Mitglieder erhöht werden, wobei der Unterschied zwischen der Anzahl Mitglieder jeden Geschlechts nicht größer als eins sein darf. Diese zusätzlichen Mitglieder tagen nicht im interföderalen Verwaltungsrat. Bei der Erweiterung der Brüsseler und der föderalen Kammer muss die sprachliche Parität beachtet werden. Die Bestimmung dieser zusätzlichen Mitglieder erfolgt auf die gleiche Art und Weise wie für die anderen Mitglieder.

§ 4. Den Vorsitz des interföderalen Verwaltungsrates führen zwei Kopräsidenten, die unterschiedlichen Sprachrollen angehören und unterschiedlichen Geschlechts sind. Die zwei Kopräsidenten werden jedes Jahr abwechselnd das Amt des Präsidenten und des Vizepräsidenten wahrnehmen. Die Kopräsidenten werden vom interföderalen Verwaltungsrat bestimmt. Der eine wird von den Mitgliedern bestimmt, die von der Abgeordnetenkammer bestimmt werden, und der andere wird von den Mitgliedern bestimmt, die von den Parlamenten der Gemeinschaften und Regionen bestimmt werden.

§ 5. Die Präsidenten und die Mitglieder des interföderalen Verwaltungsrates werden für sechs Jahre bestimmt. Ihr Mandat kann zwei Mal erneuert werden.

§ 6. Jedes ordentliche Mitglied hat einen Stellvertreter, der es bei Abwesenheit vertritt. Die Ersatzmitglieder werden gemäß der in § 1 erwähnten Zusammensetzung und dem in § 2 erwähnten Verfahren bestimmt.

Wenn ein ordentliches Mitglied sein Mandat aus irgendeinem Grund nicht zu Ende führen kann, wird das Mitglied, das es vertritt, als ordentliches Mitglied ernannt und ein neues Ersatzmitglied wird für die noch verbleibende Dauer des Mandats ernannt.

Bei der ersten Ernennung der Ersatzmitglieder werden diese für die verbleibende Dauer des Mandats der ordentlichen Mitglieder ernannt.

§ 7. Das Mandat eines ordentlichen Mitglieds oder eines Ersatzmitglieds ist unvereinbar mit:

- dem Mandat eines Mitglieds des Europäischen Parlaments, einer der Föderalen Kammern oder eines Gemeinschafts- oder Regionalparlaments;
- dem Mandat eines Mitglieds der Föderalregierung, einer Gemeinschafts- oder Regionalregierung oder eines Staatssekretärs;
- der Eigenschaft eines Kodirektors, eines Koordinators oder eines Personalmitglieds des Zentrums;
- der Beschäftigung in einem ministeriellen Kabinett oder einem Strategiebüro.

§ 8. Der Betrag des Anwesenheitsgeldes und der Fahrkosten, die den Kopräsidenten, den ordentlichen Mitgliedern und den Ersatzmitgliedern des interföderalen Verwaltungsrates gewährt werden, werden von diesem Verwaltungsrat festgelegt.

Art. 9 - Arbeitsweise des interföderalen Verwaltungsrates und der Kammern.

§ 1. Der interföderale Verwaltungsrat und die Kammern sind nur dann beschlussfähig, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist, mit mindestens zwei anwesenden Mitgliedern.

Wird dieses Quorum nicht erreicht, kann der interföderale Verwaltungsrat oder die Kammer innerhalb einer Frist, die sie selbst bestimmen, die jedoch mindestens 72 Stunden betragen muss, ungeachtet der Anzahl anwesender Mitglieder über dieselbe Tagesordnung gültig beraten und beschließen. In der Einladung wird die Art der Versammlung genau angegeben.

Die Beschlüsse des interföderalen Verwaltungsrates und der Kammern werden mit absoluter Mehrheit der durch die anwesenden Mitglieder abgegebenen Stimmen gefasst. Unter abgegebenen Stimmen sind die Für- und Gegenstimmen zu verstehen, Enthaltungen ausgenommen.

Die Stimmabgabe mittels Vollmacht oder per Brief ist nicht erlaubt.

Bei Stimmgleichheit ist der Vorschlag abgelehnt.

§ 2. Die Abstimmung erfolgt durch Handzeichen.

Eine geheime Abstimmung wird jedoch vorgenommen:

- auf Antrag der Kopräsidenten oder von mindestens zwei Dritteln der Mitglieder;
- wenn Beschlüsse über Personen gefasst werden.

§ 3. Unter Berücksichtigung der Bestimmungen der Artikel 4, 5 und 6 des vorliegenden Abkommens werden die Akten auf die föderale, die flämische, die französischsprachige und die Brüsseler Kammer verteilt, je nach den Vorschriften, für die diese Kammern die ausschließliche Zuständigkeit ausüben.

Die föderale Kammer ist für Akten zuständig, die in die Zuständigkeit der Föderalbehörde fallen. Die flämische, die französischsprachige und die Brüsseler Kammer sind jeweils für Akten zuständig, die in die Zuständigkeit der Parlamente fallen, die die Mitglieder dieser Kammern bestimmen.

Die französischsprachige Kammer ist für Akten zuständig, die in die Zuständigkeit der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen.

Die Brüsseler Kammer ist für Akten zuständig, die in die Zuständigkeit der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission fallen.

Die Akten, für die die Zuständigkeiten geteilt sind, das heißt Akten mit Elementen, die untrennbar mit der Zuständigkeit von mehr als einer Kammer verbunden sind, fallen in die Zuständigkeit des interföderalen Verwaltungsrates.

Im Falle eines Rechtsstreits zwischen zwei Kammern in Bezug auf die Zuteilung einer Akte fasst der interföderale Verwaltungsrat den Beschluss mit absoluter Mehrheit der durch die anwesenden Mitglieder abgegebenen Stimmen.

§ 4. Die Tagesordnung und die diesbezüglichen Noten werden mindestens sechs Werktage vor Versammlung des interföderalen Verwaltungsrates oder der Kammern den Mitgliedern des interföderalen Verwaltungsrates des Zentrums mitgeteilt.

Art. 10 - Befugnisse des interföderalen Verwaltungsrates

§ 1. Der interföderale Verwaltungsrat verfügt über alle Befugnisse, die für die Arbeit des Zentrums und für die Ausführung seiner Aufträge notwendig sind.

§ 2. Der interföderale Verwaltungsrat ist mit folgenden Aufgaben beauftragt:

- Bestimmung der allgemeinen Politik des Zentrums.
- Verabschiedung des Dreijahresstrategieplans auf Vorschlag der Kodirektoren.
- Verabschiedung eines Haushaltsplanentwurfs auf Vorschlag der Kodirektoren.
- Verabschiedung eines jährlichen operativen Plans auf Vorschlag der Kodirektoren.
- Festlegung des Organigramms, der Funktionsbeschreibungen und des Personalplans auf Vorschlag der Kodirektoren.
- Entscheidung über die Einstellungen und das Einstellungsverfahren im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel.
- Bestimmung der Kommunikationsmodalitäten, des Haushalts und der Politik der Kommunikation des Zentrums.
- Entscheidung, bei Akten, die dem interföderalen Verwaltungsrat vorgelegt werden, vor Gericht zu treten oder nicht.
- Veranlassung von Studien in Bezug auf die Aufträge des Zentrums.
- Ergreifen von gemeinsamen Initiativen in Angelegenheiten, die in die jeweilige Zuständigkeit der Kammern fallen und für die die Mehrheit der anwesenden Mitglieder mehrerer Kammern eine gemeinsame Behandlung beantragt, um gemäß den in den Artikeln 4 und 5 des vorliegenden Abkommens bestimmten Befugnissen des Zentrums die Chancengleichheit und die Bekämpfung des Rassismus und der Diskriminierungen zu fördern.

Der interföderale Verwaltungsrat kann die Befugnis, Personal anzuwerben, dem Kollegium übertragen, außer was Kodirektoren und Koordinatoren betrifft.

§ 3. Der interföderale Verwaltungsrat erstellt binnen drei Monaten nach seiner Einsetzung die Geschäftsordnung dieses Rates. Diese Geschäftsordnung bestimmt die interne Organisation des interföderalen Verwaltungsrates und wird im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

Art. 11 - Zuständigkeiten der Kammern

§ 1. Die in Artikel 8 § 3 bestimmten Kammern sind zuständig für die Überwachung und Bearbeitung der Akten, die ihnen wie in Artikel 9 § 3 vorgesehen zugeteilt werden.

§ 2. Gemäß den Artikeln 4, 5 und 6 des vorliegenden Abkommens und für die Akten, die den Kammern ausschließlich zugeteilt werden, sind die Kammern befugt:

- alle Studien und Forschungen, so wie in Artikel 4 beschrieben, durchzuführen;
- gemäß Artikel 5 Nr. 1 und 2 unabhängige Stellungnahmen und Empfehlungen abzugeben;
- gemäß Artikel 5 Nr. 3 jeder Person beizustehen, die um Rat bittet;
- gemäß Artikel 5 Nr. 4 Einrichtungen, Organisationen und Vermittler von juristischem Beistand zu unterstützen und zu begleiten;
- gemäß Artikel 5 Nr. 5 alle Behörden um nähere Angaben zu bitten, wenn das Vorliegen einer Diskriminierung vermutet wird;
- Sensibilisierungsaktionen zu organisieren;
- gemäß Artikel 6 § 2 Meldungen entgegenzunehmen und zu bearbeiten;
- in Bezug auf ihre eigenen Zuständigkeiten über die Art der Kommunikation zu entscheiden, sofern diese Kommunikation im Einklang mit der in Artikel 10 § 2 siebter Gedankenstrich erwähnten globalen Politik der Kommunikation steht;
- gemäß Artikel 6 § 3 vor Gericht zu treten oder nicht.

Die Kammern gewährleisten die Zugänglichkeit ihrer Dienste gemäß Artikel 6, § 1.

Art. 12 - Kollegium

§ 1. Das Zentrum wird vom Kollegium der zwei Kodirektoren geleitet, die nicht derselben Sprachrolle angehören dürfen, unterschiedlichen Geschlechts sind, unter der Aufsicht des interföderalen Verwaltungsrates stehen und ihre Entscheidungen kollegial treffen müssen. Ihnen stehen Koordinatoren bei.

§ 2. Das Kollegium und die Koordinatoren werden vom interföderalen Verwaltungsrat für einen Zeitraum von sechs Jahren ernannt. Ihr Mandat kann nach einer durch ein externes Audit durchgeführten Bewertung zwei Mal erneuert werden.

Im Hinblick auf diese Ernennung erstellt der interföderale Verwaltungsrat einen Bewerberaufruf, der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird. Diese Bekanntmachung wird auch in mindestens zwei niederländischsprachigen und zwei französischsprachigen Zeitungen, wenn die Stellen den beiden Sprachrollen offen stehen, oder in mindestens zwei niederländischsprachigen oder zwei französischsprachigen Zeitungen, wenn die Stellen nur der einen oder der anderen Sprachrolle offen stehen, veröffentlicht.

In diesem Aufruf werden die Bewerber aufgefordert, ihre Sachkenntnis nachzuweisen, und wird eine Frist für die Einreichung der Bewerbungen festgelegt. Die Kopräsidenten des interföderalen Verwaltungsrates übermitteln dem interföderalen Verwaltungsrat die infolge des Aufrufs erhaltenen Bewerbungen.

§ 3. Das Kollegium ist damit beauftragt, dem interföderalen Verwaltungsrat Folgendes vorzuschlagen:

- die Umsetzung des Dreijahresstrategieplans;
- einen Haushaltsplanentwurf;
- einen jährlichen operativen Plan;
- das Organigramm und die Funktionsbeschreibungen.

§ 4. Das Kollegium ist mit Folgendem beauftragt:

- tägliche Geschäftsführung und Haushaltsführung des Zentrums;
- Personalverwaltung;
- Ausführung der Beschlüsse des interföderalen Verwaltungsrates, dessen Sekretariatsgeschäfte vom Kollegium wahrgenommen werden;
- Vorbereitung der Empfehlungen.

Art. 13 - Personal

§ 1. Für die Ausführung seiner Aufträge verfügt das Zentrum über vertraglich eingestelltes Personal.

Das Personal wird im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel auf der Grundlage der in Artikel 11 des vorliegenden Abkommens erwähnten Profile oder Funktionsbeschreibungen eingestellt. Dieses Personal kann seine Aufträge am Sitz des Zentrums oder in den lokalen Kontaktstellen ausführen.

Die Kodirektoren und Koordinatoren können nicht entsandt werden.

§ 2. Die Personalmitglieder des Zentrums üben ihre Funktion unter der Weisung der Kodirektoren mit Loyalität, Gewissenhaftigkeit und Integrität aus.

Außerhalb der Ausübung ihrer Funktion vermeiden sie jedes Verhalten, durch das das Vertrauen der Öffentlichkeit in ihren Dienst untergraben werden könnte.

§ 3. Personal der Verwaltungen der Parteien kann dem Zentrum auf seinen Antrag hin zur Verfügung gestellt werden.

Art. 14 - Stellenplan und Sprachkader

Auf der Grundlage des Organigramms und der Funktionsbeschreibungen, die in Artikel 10 des vorliegenden Abkommens erwähnt sind, legt der interföderale Verwaltungsrat den Stellenplan und den Sprachkader des Personals fest.

Das Gesetz über den Sprachgebrauch in Verwaltungsangelegenheiten ist anwendbar.

Art. 15 - Haushaltskontrolle und Abschlussprüfung

Der Rechnungshof übt Kontrolle über alle Beschlüsse des Zentrums aus, die eine budgetäre oder finanzielle Auswirkung haben.

Die Kontrolle der Buchführung des Zentrums wird einem Betriebsrevisor anvertraut, der unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren gewählt und vom interföderalen Verwaltungsrat bestimmt und abberufen wird.

Er führt seinen Auftrag aus, ohne in die Verwaltung des Zentrums einzugreifen.

Der Betriebsrevisor darf alle Buchhaltungsbelege einsehen. Ihm wird der Jahresabschluss fünfundvierzig Tage vor der Sitzung, in der der interföderale Verwaltungsrat diesen Jahresabschluss untersucht, übermittelt.

Der Betriebsrevisor erstattet dem interföderalen Verwaltungsrat Bericht über diesen Jahresabschluss.

Der Revisor wird für einen Zeitraum von drei Jahren bestimmt.

Art. 16 - Finanzierung und Haushalt

§ 1. Für die Ausführung seiner Aufträge darf das Zentrum:

- Schenkungen und Legate entgegennehmen;
- den Ertrag aus Tätigkeiten erhalten;
- bewegliche oder unbewegliche Güter erwerben oder veräußern;
- von der Nationallotterie stammende Mittel erhalten;
- sich an Aufrufen für bezuschusste Projekte beteiligen.

Bei Auflösung des Zentrums geht das bewegliche und unbewegliche Reinvermögen an die anderen unterzeichnenden Parteien im Verhältnis zu ihren Beiträgen.

§ 2. Die Verteilung der Beiträge der Parteien wird nach folgenden Grundsätzen festgelegt:

- Der Haushalt des Zentrums wird ab 2015 unter Ausschluss der vom Zentrum erworbenen eigenen Einnahmen aber einschließlich der Mittel für den Auftrag "Behinderung" auf einen Betrag von 7,84 Millionen EUR festgelegt. Dieser Betrag wird jährlich (auf der Grundlage des Gesundheitsindex) indexiert.

- Die Beteiligung des Föderalstaates wird auf den Betrag des jetzigen Beitrags für das bestehende Zentrum für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus (einschließlich der Mittel für den Auftrag "Behinderung") festgelegt, abzüglich der Mittel, die zur Finanzierung dieses Zentrums notwendig sind, das nach der Schaffung des Interföderalen Zentrums für Migration und Menschenhandel zuständig sein wird. Der Beitrag zur Finanzierung des Interföderalen Zentrums wird somit ab 2015 auf 6,2 Millionen EUR festgelegt.

- Die Beteiligung der föderierten Gebietskörperschaften beläuft sich auf einen Betrag, der ab 2015 1,64 Millionen EUR entspricht.

- Die Aufteilung dieses Beitrags auf die verschiedenen föderierten Gebietskörperschaften wird wie folgt vorgenommen:

Flandern: 48 % = 787.200 EUR

Wallonische Region: 36 % = 590.400 EUR

Französische Gemeinschaft: 12 % = 196.800 EUR

Brüsseler Region: 3 % = 49.200 EUR

Deutschsprachige Gemeinschaft: 1 % = 16.400 EUR.

Wenn eine Gebietskörperschaft dem Zentrum Personal zur Verfügung stellt, ohne dass die Kosten dafür vom Zentrum getragen werden müssen, zieht die betreffende Gebietskörperschaft diese vom Betrag ihres Beitrags zum Haushalt des Zentrums ab.

§ 3. Für den Zeitraum 2013 und 2014 wird in Abweichung von § 2 ein Übergangszeitraum vorgesehen. Für diesen Zeitraum werden die Beteiligungen des Föderalstaates und der föderierten Gebietskörperschaften in Artikel 17 § 5 festgelegt.

§ 4. Zusätzliche Aufgaben außerhalb des jährlichen operativen Plans dürfen dem Inter-föderalen Zentrum innerhalb der Grenzen der Aufträge, so wie im Zusammenarbeitsabkommen beschrieben, anvertraut werden, vorausgesetzt, dass diejenigen, von denen das Ersuchen ausgeht, die finanzielle Verantwortung tragen.

§ 5. Der auf Vorschlag des Kollegiums vom interföderalen Verwaltungsrat verabschiedete Haushaltsplan wird vom Konzertierungsausschuss gebilligt.

Bei verspäteter Billigung des Haushaltsplans wird der Haushaltsplan des vorhergehenden Jahres nach dem System der provisorischen Zwölfstel verlängert.

Art. 17 - Übergangsbestimmungen und Inkrafttreten

§ 1. Binnen fünf Monaten nach seiner Einsetzung erstellt der interföderale Verwaltungsrat die Geschäftsordnung des Zentrums.

§ 2. Spätestens am 30. Juni 2013 ergreifen die Parteien alle Maßnahmen, die die Ausführung des vorliegenden Abkommens zustande bringen.

Die Parteien verpflichten sich dazu, dass der interföderale Verwaltungsrat binnen sechs Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Abkommens einsatzfähig ist.

§ 3. Die jetzigen Mitglieder sowie der Präsident und der Vizepräsident des Verwaltungsrates, der Direktor und der beigeordnete Direktor sowie die Koordinatoren des Zentrums für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus üben ihr Mandat spätestens bis zum Zeitpunkt der tatsächlichen Ausführung des vorliegenden Abkommens aus.

Sobald vorliegendes Abkommen tatsächlich ausgeführt wird, tritt das Zentrum in die Rechte und Verpflichtungen des Zentrums für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus ein, was die Befugnisse betrifft, die dem Interföderalen Zentrum zuerkannt worden sind, einschließlich der Rechte und Verpflichtungen, die aus Arbeitsverträgen der für die Ausführung dieser Befugnisse eingestellten Personalmitglieder hervorgehen.

§ 4. Vorliegendes Abkommen wird für einen Zeitraum von drei Jahren geschlossen. Nach Ablauf dieses Zeitraums wird es für einen neuen Zeitraum von drei Jahren stillschweigend verlängert.

Am Ende jedes Zeitraums von drei Jahren kann jede Partei durch eine Notifizierung an die Präsidenten der Parlamente aller Parteien vorliegendes Abkommen sechs Monate vor Ablauf des betreffenden Zeitraums von drei Jahren kündigen. In diesem Fall bleibt vorliegendes Abkommen für die anderen Parteien zwingend.

§ 5. Für den Zeitraum 2013 und 2014 wird in Abweichung von Artikel 16, § 2, ein Übergangszeitraum vorgesehen. Für diesen Zeitraum werden die Beteiligungen des Föderalstaates und der föderierten Gebietskörperschaften wie folgt festgelegt:

	Föderal (außer Armut)	Regionen und Gemeinschaften
Interföderales Zentrum Lage im Jahr 2013 (Jahresbasis)	6,5 Millionen	1.096.126 Millionen Fl.: 607.000 (die Kontaktstellen werden ins Zentrum eingegliedert) + 74.550 = 681.550 WR: 264.000 + 35.063 = 299.063 FG: 67.000 + 9.200 = 76.200 Br.: 25.000 + 13.313 = 38.313 DG: 0 + 1.000 = 1.000
Interföderales Zentrum Lage im Jahr 2014	6,350 Millionen	1.355.200 Millionen Fl.: 738.000 WR: 437.000 FG: 132.700 Br.: 40.000 DG : 7.500

Die Beteiligung der föderierten Gebietskörperschaften für das Jahr 2013 wird auf der Grundlage der auf Jahresbasis für das Jahr 2013 vorgesehenen Beteiligungen festgelegt, und zwar proportional zu den Monaten, während deren das Zusammenarbeitsabkommen 2013 ausgeführt wird.

§ 6. Die Parteien können einen Übergangsmanager bestimmen, der die Ausführung des vorliegenden Abkommens betreuen und begleiten wird, einschließlich der erforderlichen Maßnahmen in Bezug auf das momentan vom Zentrum für Chancengleichheit und Bekämpfung des Rassismus für die Ausführung der in vorliegendem Abkommen beschriebenen Aufgaben eingestellte Personal.

§ 7. Vorliegendes Abkommen tritt nach Billigung durch die gesetzgebenden Versammlungen aller Parteien in Kraft. Dazu ergreifen die Parteien unverzüglich die erforderlichen Maßnahmen.

Gegeben zu Brüssel, den 12. Juni 2013, in fünf Originalausfertigungen (in französischer, niederländischer und deutscher Sprache)

a) der Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung in der Person des Premierministers, Herrn Elio Di Rupo, und der Vizepremierministerin und Ministerin des Innern und der Chancengleichheit, Frau Joëlle Milquet,

Der Premierminister
E. DI RUPO

Die Vizepremierministerin und Ministerin des Innern und der Chancengleichheit
Frau J. MILQUET

b) die Flämische Gemeinschaft und die Flämische Region, vertreten durch die Flämische Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Kris Peeters, und des Ministers für Unterricht, Jugend, Chancengleichheit und Brüssel, Herrn Pascal Smet,

Der Minister-Präsident
K. PEETERS

Der Minister für Unterricht, Jugend, Chancengleichheit und Brüssel
P. SMET

c) die Französische Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und der Ministerin der Kultur, der audiovisuellen Künste, der Gesundheit und der Chancengleichheit, Frau Fadila Laanan,

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Die Ministerin der Kultur, der audiovisuellen Künste, der Gesundheit und der Chancengleichheit
Frau F. LAANAN

d) die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Karl-Heinz Lambertz, und des Ministers für Familie, Gesundheit und Soziales, Herrn Harald Mollers,

Der Minister-Präsident
K.-H. LAMBERTZ

Der Minister für Familie, Gesundheit und Soziales
H. MOLLERS

e) die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Vereinigte Kollegium in der Person des Präsidenten, Herrn Rudy Vervoort,

Der Präsident
R. VERVOORT

f) die Wallonische Region, vertreten durch die Wallonische Regierung in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Demotte, und der Ministerin für Gesundheit, Soziale Maßnahmen und Chancengleichheit, Frau Eliane Tillieux,

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Die Ministerin für Gesundheit, Soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

g) die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt in der Person ihres Minister-Präsidenten, Herrn Rudy Vervoort, und des Staatssekretärs, beauftragt mit Mobilität, dem Öffentlichen Dienst, Chancengleichheit und Administrativer Vereinfachung, Herrn Bruno De Lille,

Der Minister-Präsident
R. VERVOORT

Der Staatssekretär, beauftragt mit Mobilität, dem Öffentlichen Dienst, Chancengleichheit und Administrativer Vereinfachung
B. DE LILLE

h) die Französische Gemeinschaftskommission, vertreten durch das Kollegium in der Person des Präsidenten, Herrn Christos Doulkeridis,

Der Präsident
Ch. DOULKERIDIS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/201484]

11 DECEMBER 2013. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 23 juli 2012 tussen de federale overheid, de Gewesten en de Gemeenschappen tot oprichting van een interfederaal centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme in de vorm van een gemeenschappelijke instelling in de zin van artikel 92bis van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt verleend aan het samenwerkingsakkoord van 23 juli 2012 tussen de federale overheid, de Gewesten en de Gemeenschappen tot oprichting van een interfederaal centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme in de vorm van een gemeenschappelijke instelling.

Art. 2. Dat samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 december 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

Stukken van het Waals Parlement, 895 (2013-2014) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 11 november 2013.

Bespreking.

Stemming.

BIJLAGE

Samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid, de Gewesten en de Gemeenschappen voor de oprichting van het interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name artikel 92bis, § 1, ingevoegd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding;

Gelet op de Richtlijn 2000/43/EG van de Raad van 29 juni 2000 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming, in het bijzonder artikel 13;

Overwegende dat de Europese Commissie België in gebreke heeft gesteld met betrekking tot de omzetting van Richtlijn 2000/43/EG van de Raad van 29 juni 2000 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming;

Overwegend dat de volledige omzetting van deze richtlijn met zich meebrengt dat het organisme ter bevordering van de gelijke behandeling beoogd bij artikel 13 van de richtlijn bevoegd zou zijn niet alleen voor federale materies maar eveneens in de gemeenschaps- en gewestmateries;

a) De federale Staat, vertegenwoordigd door de federale Regering, in de persoon van de eerste Minister, Elio Di Rupo, en van de Vice-Eerste Minister, Minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, Joëlle Milquet;

b) De Vlaamse Gemeenschap en Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van haar Minister-President, Kris Peeters, en van de Vlaamse Minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel, Pascal Smet;

c) De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Franse Gemeenschapsregering, in de persoon van haar Minister-President Rudy Demotte en van de Minister van Cultuur, Audiovisuele media, Gezondheid en Gelijke Kansen, Fadila Laanan;

d) De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de persoon van haar Minister-President, Karl-Heinz Lambertz en van de Minister van Gezin, Gezondheid en van Sociale Zaken, Harald Mollers;

e) De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College, in de persoon van de Voorzitter, Charles Picqué;

f) Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van haar Minister-President Rudy Demotte en van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen, Eliane Tillieux;

g) Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigd door de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest in de persoon van haar Minister-President Charles Picqué en van de Staatssecretaris belast met Mobiliteit, Openbaar Ambt, Gelijke Kansen en Administratieve Vereenvoudiging, Bruno De Lille;

h) De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het College, in de persoon van de Voorzitter, Christos Doukeridis.

Die gezamenlijk hun eigen bevoegdheden uitoefenen, zijn het volgende overeengekomen :

Artikel 1. Definities Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord, wordt verstaan onder: - het akkoord : het huidige samenwerkingsakkoord; - de partijen : de partijen van dit samenwerkingsakkoord; - het Centrum : het interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme;

- het college: de twee codirecteurs.

Art. 2. Voorwerp van het akkoord

§ 1. Het voorwerp van het huidige akkoord is het oprichten van een onafhankelijk interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme, onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. Het Centrum beschikt over rechtspersoonlijkheid.

§ 3. De zetel van het Centrum, dat het centrale meldpunt is, is gelegen in een van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, momenteel te 1000 Brussel, Koningstraat 138.

Het Centrum zal gehuisvest worden in een toegankelijke locatie overeenkomstig de bepalingen van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening, Titel IV van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Art. 3. Opdrachten

§ 1. Het Centrum heeft als opdracht :

a. het bevorderen van de gelijkheid van kansen en omgaan met de diversiteit in onze samenleving en het bestrijden van elke vorm van discriminatie, onderscheid, uitsluiting, beperking, uitbuiting of voorkeur op grond van :

- een zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationaliteit, nationale of etnische afstamming, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, sociale positie, geboorte, vermogen, leeftijd, het geloof, levensbeschouwing, gezondheidstoestand, politieke overtuiging of syndicale overtuiging, handicap, fysieke of genetische eigenschap;

b. de taken vervullen voorzien in artikel 33 § 2 van het Verdrag van de Verenigde Naties van 13 december 2006 inzake de rechten van de personen met een handicap.

§ 2. Het Centrum voert zijn opdrachten uit in een geest van dialoog en van samenwerking met de verenigingen, instellingen, organen en diensten die, geheel of gedeeltelijk, dezelfde opdrachten uitvoeren als het Centrum of rechtstreeks betrokken zijn bij de uitvoering van deze opdrachten.

§ 3. Het Centrum is in de uitoefening van zijn opdrachten volkomen onafhankelijk, overeenkomstig de Principes van Parijs zoals bepaald in de bijlage van Resolutie 48/138 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van 20 december 1993.

Art. 4. Studies en onderzoeken

§ 1. Het Centrum is bevoegd om alle studies en onderzoeken uit te voeren die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van zijn opdrachten. Het kan daartoe alle nodige informatie en documentatie aanleggen en verstrekken. Het kan daartoe eveneens statistische gegevens en gerechtelijke beslissingen die nuttig zijn voor de evaluatie van de toepassing van de in artikel 6 van dit akkoord bedoelde wetten, decreten en ordonnanties inwinnen en bekend maken, zonder dat de betrokken partijen kunnen worden geïdentificeerd.

§ 2. Op vraag van het Centrum stelt elke overheid en elke openbare instelling het de informatie ter beschikking die vereist is voor het volbrengen van zijn opdrachten.

§ 3. De minister van Justitie deelt het Centrum jaarlijks de gerechtelijke statistieken mee die verband houden met de toepassing van de wetten, decreten en ordonnanties bedoeld in artikel 6 van dit akkoord, evenals de gerechtelijke beslissingen genomen met toepassing van deze wetten, decreten en ordonnanties, zonder dat de betrokken partijen kunnen worden geïdentificeerd.

Art. 5. Adviezen, aanbevelingen en begeleiding

Het Centrum is bevoegd om, binnen de perken van zijn opdrachten bepaald bij artikel 3 van dit akkoord:

1° onafhankelijke adviezen en aanbevelingen te richten tot elke overheid ter verbetering van de reglementering en de wetgeving;

2° onafhankelijke adviezen en aanbevelingen te richten tot elke overheid of privé-instelling of -persoon naar aanleiding van de resultaten van de in artikel 4 van dit akkoord bedoelde studies en onderzoeken;

3° iedereen bij te staan die om raad vraagt in verband met de omvang van zijn rechten en verplichtingen. Die bijstand bestaat in het verstrekken van inlichtingen en raadgevingen aan de betrokkenen, onder meer over de middelen die eenieder kan aanwenden om de rechten gegarandeerd door de in artikel 6 van dit akkoord bedoelde wetten, decreten en ordonnanties te kunnen afdwingen;

4° instellingen, organisaties en rechtshulpverleners te ondersteunen en te begeleiden;

5° alle overheden te vragen, wanneer het Centrum feiten aandraagt die wijzen op een vermoeden van discriminatie, zoals bedoeld in de wetten, decreten en ordonnanties vermeld in artikel 6 van dit akkoord, zich te informeren en het Centrum op de hoogte te houden van de resultaten van de analyse van de betreffende feiten. Deze overheden informeren het Centrum op een met redenen omklede wijze over het gevolg dat aan deze vraag is gegeven;

6° sensibiliseringsacties te organiseren.

Art. 6. Aangiften, beroepen en in rechte optreden

§ 1. Het Centrum verzekert de toegankelijkheid van zijn diensten, met inbegrip voor de personen met beperkte mobiliteit door het organiseren, naast het centraal meldpunt van lokale meldpunten waar een melding kan worden gedaan, in samenwerking met de Gewesten, de Gemeenschappen, provincies en gemeenten. Deze lokale meldpunten dienen voldoende geografisch verspreid te zijn om de laagdrempelige toegang voor de burger te waarborgen.

Deze meldpunten hebben als opdracht de werking van het Centrum te ondersteunen en mogelijk te maken. De interfederale raad van bestuur en de kamers kunnen de opdrachten van de meldpunten, binnen de perken van hun respectievelijke bevoegdheid, nader bepalen.

De gemeenten van het werkingsgebied van het meldpunt kunnen bijdragen aan de financiering ervan mits respect voor de onafhankelijkheid van de meldpunten.

§ 2. Het Centrum is bevoegd om, binnen de perken van zijn opdrachten bepaald bij artikel 3 van dit akkoord, meldingen te ontvangen, te behandelen en elke bemiddelings- of verzoeningsopdracht uit te voeren die het nuttig acht, onverminderd de bevoegdheid van de ombudsdiensten wiens bevoegdheid wordt bepaald door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie en onverminderd de bevoegdheid van de bemiddelaars aangeduid door de betrokkenen.

§ 3. Binnen de perken van de opdrachten van het Centrum, zoals bepaald in artikel 3 van dit akkoord en binnen de grenzen van de lijst van wetten, decreten en ordonnanties opgesomd in deze paragraaf, bepaalt elke partij respectievelijk per wet, decreet of ordonnantie, en voor wat zijn eigen bevoegdheden betreft, de zaken waarbij het Centrum bevoegd is om in rechte op te treden.

Het Centrum is bevoegd om, binnen de perken van zijn opdrachten bepaald bij artikel 3 van huidig akkoord, in rechte op te treden in alle rechtsgeschillen zoals bij de toepassing van volgende wetten, decreten en ordonnanties:

- de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;
- de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaalsocialistische regime is gepleegd;
- Hoofdstuk 5bis van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;
- de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;
- het Vlaams decreet van 8 mei 2002 houdende evenredige participatie op de arbeidsmarkt;
- het Vlaamse decreet van 10 juli 2008 houdende een kader voor het Vlaamse gelijkekansen- en gelijkebehandelingsbeleid;
- het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 december 2008, betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie;
- het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, met inbegrip van de discriminatie tussen vrouwen en mannen inzake economie, tewerkstelling en beroepsopleiding;
- de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 juli 2011 betreffende het gemengd beheer van de arbeidsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 september 2008 betreffende de strijd tegen discriminatie en de gelijke behandeling op het vlak van de tewerkstelling;
- de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 september 2008 ter bevordering van diversiteiten ter bestrijding van discriminatie in het Brussels gewestelijk openbaar ambt;
- het decreet van 22 maart 2007 van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de gelijkheid van behandeling van personen in de beroepsopleiding;
- het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 maart 2012 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;
- de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingcode;
- het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 3 juli 2010 betreffende de bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en de toepassing van het beginsel van gelijke behandeling.

§ 4. Een procedure waarvan sprake in dit artikel kan worden opgestart na uitdrukkelijke toestemming van het slachtoffer van discriminatie indien het slachtoffer gekend is. De procedure kan eveneens worden opgestart als er geen slachtoffers gekend zijn.

Art. 7. Jaarlijkse rapportering aan de parlementen van de partijen

Het Centrum legt jaarlijks verantwoording af aan de parlementen van de partijen via een rapport over de uitvoering van zijn opdrachten, de aanwending van de middelen en de werking van het Centrum. Het Centrum staat in voor de redactie en de publicatie van dit rapport. Het Centrum maakt dit rapport over aan de respectievelijke parlementen en een kopie aan de regeringen.

Art. 8. De interfederale raad van bestuur en de kamers

§ 1. Het Centrum wordt beheerd door een interfederale raad van bestuur bestaande uit 20 leden, aangevuld met 1 lid van de Duitstalige Gemeenschap voor de materies die betrekking hebben op de Duitstalige gemeenschap, van wie:

- er 10 leden, maximaal 5 van hetzelfde geslacht, worden aangeduid door de Kamer van volksvertegenwoordigers, waarbij 5 leden tot de Nederlandstalige taalrol en 5 leden tot de Franstalige taalrol behoren;
- er 10 plus 1 leden, maximaal 6 van hetzelfde geslacht, worden aangeduid door de gewesten en de gemeenschappen volgens de volgende verdeling:
 - 4 leden worden aangeduid door het Vlaams Parlement waarvan maximum 2 van hetzelfde geslacht;
 - 2 leden worden aangeduid door het Parlement van het Waalse Gewest waarvan één vrouw en één man;

- 2 leden worden aangeduid door het Parlement van de Franse Gemeenschap waarvan één vrouw en één man;
- 2 leden worden aangeduid door het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarvan één man en één vrouw, waarbij één lid tot de Nederlandstalige taalgroep en één lid tot de Franstalige taalgroep behoort;
- 1 lid wordt aangeduid door het Parlement van de Duitstalige gemeenschap.

Het lid aangeduid door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap neemt deel aan de debatten van de interfederale raad van bestuur en neemt uitsluitend deel aan de beslissingen in de materies die de bevoegdheden aangaan van de Duitstalige Gemeenschap. Dit lid maakt deel uit van de Franstalige kamer.

§ 2. De leden van de interfederale raad van bestuur die door de respectieve parlementen van de deelstaten en van de Kamer van volksvertegenwoordigers voor de federale overheid worden aangeduid, worden aangeduid op basis van hun deskundigheid, hun ervaring, hun onafhankelijkheid en hun moreel gezag. Zij komen voort uit de academische, gerechtelijke wereld, het middenveld en de sociale partners. De interfederale raad van bestuur en de kamers dienen zo pluralistisch mogelijk te worden samengesteld.

§ 3. De interfederale raad van bestuur kan vergaderen onder de vorm van een voltallige zitting of onder de vorm van beperkte kamers. Deze kamers zijn :

- een federale kamer samengesteld uit de 10 leden die door de Kamer van volksvertegenwoordigers worden aangeduid;
- een Vlaamse kamer samengesteld uit de 4 leden aangeduid door het Vlaams Parlement;
- een Franstalige kamer samengesteld uit de 4 leden van wie er 2 worden aangeduid door het Parlement van het Waals Gewest en 2 door het Parlement van de Franse Gemeenschap;
- Een Brusselse kamer samengesteld uit de 2 leden die door de respectievelijke taalgroep van zowel het Brussels Hoofdstedelijk Parlement als van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden aangeduid;

De Franstalige kamer wordt aangevuld door het lid dat aangeduid wordt door het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap.

Wanneer een dossier betreffende de uitoefening van gemeenschapsbevoegdheden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bij de Vlaamse kamer aanhangig wordt gemaakt, wordt die aangevuld door het lid van de Brussels kamer dat tot de overeenkomstige taalgroep behoort. Wanneer een dossier betreffende de uitoefening van gemeenschapsbevoegdheden in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inclusief de bevoegdheden van de Franse Gemeenschapscommissie, bij de Franstalige kamer aanhangig wordt gemaakt, wordt die aangevuld door het lid van de Brussels kamer dat tot de overeenkomstige taalrol behoort.

Het aantal leden van elke kamer kan door het betrokken Parlement worden verhoogd tot maximaal 15 leden, waarvan het verschil tussen het aantal leden van elk geslacht niet groter mag zijn dan één. Deze bijkomende leden zetelen niet in de interfederale raad van bestuur. In de Brusselse en federale kamer, dient de uitbreiding de taalpariteit na te leven. De aanduiding van deze bijkomende leden verloopt volgens dezelfde werkwijze als de andere leden.

§ 4. De interfederale raad van bestuur wordt voorgezeten door twee covoorzitters die behoren tot een verschillende taalrol en van het andere geslacht. De twee covoorzitters zullen elkaar ieder jaar in de functie van voorzitter en vicevoorzitter afwisselen. De covoorzitters worden aangeduid door de interfederale raad van bestuur. De ene wordt aangeduid door de leden aangeduid door de Kamer van volksvertegenwoordigers en de andere door de leden aangeduid door de parlementen van de Gemeenschappen en Gewesten.

§ 5. De voorzitters, en de leden van de interfederale raad van bestuur worden aangeduid voor 6 jaar. Hun mandaat is twee maal hernieuwbaar.

§ 6. Elk effectief lid heeft een plaatsvervanger die hem vervangt bij afwezigheid. De plaatsvervangende leden worden benoemd conform de organisatie bedoeld § 1 en de procedure bedoeld in § 2.

Wanneer een effectief lid om een of andere reden zijn mandaat niet beëindigt, wordt het lid dat hem vervangt benoemd tot effectief lid en wordt een nieuw plaatsvervangend lid benoemd voor de duur die het mandaat nog loopt.

De plaatsvervangende leden worden, bij de eerste benoemingen, benoemd voor de duur die het mandaat van de effectieve leden nog loopt.

§ 7. Het mandaat van een effectief lid of van een plaatsvervangend lid kan niet worden verenigd met :

- het mandaat van lid van het Europees Parlement, de federale Kamers, of van een Gemeenschaps- of Gewestparlement;
- het mandaat van een lid van de federale Regering, een gemeenschaps- of gewestregering of gewestelijke staatssecretaris
- de hoedanigheid van codirecteur, coördinator of personeelslid van het Centrum.
- een tewerkstelling op een ministerieel kabinet of beleidscel.

§ 8. Het bedrag van de zitpenningen en de verplaatsingskosten toegekend aan de covoorzitters en de effectieve en plaatsvervangende leden van de interfederale raad van bestuur, worden door deze raad bepaald.

Art. 9. Werking van de interfederale raad van bestuur en van de kamers :

§ 1. De interfederale raad van bestuur en de kamers kunnen slechts geldig beslissen wanneer ten minste de meerderheid van de leden de vergadering bijwoont, met een minimum van twee aanwezige leden.

Is dit quorum niet bereikt dan kan de interfederale raad van bestuur of de kamer over dezelfde agenda geldig beraadslagen en beslissen, ongeacht het aantal aanwezige leden binnen een termijn die ze zelf bepalen doch die niet korter mag zijn dan 72 uur. De uitnodiging zal de aard van de vergadering aangeven.

De beslissingen van de interfederale raad van bestuur en van de kamers worden genomen met een absolute meerderheid van de uitgebrachte stemmen door de aanwezigen. Onder uitgebrachte stemmen worden stemmen voor en tegen verstaan, onthoudingen niet meegerekend.

Er mag niet bij volmacht of per brief worden gestemd.

Bij staking van stemmen is het voorstel verworpen.

§ 2. De stemming geschiedt bij handopsteken.

Er wordt evenwel tot een geheime stemming overgegaan :

- op verzoek van de covoorzitters of van ten minste twee derde van de leden;
- bij het nemen van beslissingen over personen.

§ 3. Rekening houdend met de bepalingen van de artikelen 4, 5 en 6 van dit akkoord worden de dossiers tussen de federale, de Vlaamse, de Franstalige en de Brusselse kamers verdeeld volgens de regelgeving waarvoor zij de exclusieve bevoegdheid hebben.

De federale kamer is bevoegd voor dossiers die de bevoegdheid van de federale overheid betreffen. De Vlaamse, de Franstalige et de Brusselse kamer zijn telkens bevoegd voor dossiers die aansluiten op de bevoegdheden van de parlementen die de leden van deze kamers aanwijzen.

De Franstalige kamer is bevoegd voor de dossiers die onder de bevoegdheid van de Duitstalige gemeenschap vallen.

De Brusselse kamer is bevoegd voor de dossiers die onder de bevoegdheid van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie vallen.

De dossiers die een gedeelde bevoegdheid betreffen, dat wil zeggen dossiers waarin onlosmakelijke elementen voorkomen die tot de bevoegdheid van meer dan een kamer moeten gerekend worden, vallen onder de bevoegdheid van de interfederale raad van bestuur.

In geval van geschillen tussen twee kamers, met betrekking tot de toekenning van een dossier, neemt de interfederale raad van bestuur beslissingen met een absolute meerderheid van de uitgebrachte stemmen van de aanwezige leden.

§ 4. De agenda en de nota's die hierop betrekking hebben, worden bezorgd aan de leden van de interfederale raad van bestuur van het Centrum ten minste 6 werkdagen voor de interfederale raad van bestuur of de kamers plaatsvindt.

Art. 10. Bevoegdheden van de interfederale raad van bestuur

§ 1. De interfederale raad van bestuur beschikt over alle bevoegdheden die voor de werking van het Centrum en de uitvoering van zijn taken vereist zijn.

§ 2. De interfederale raad van bestuur is belast met volgende taken :

- het algemene beleid van het Centrum bepalen;
- op voorstel van de codirecteurs het driejaarlijkse strategisch plan aannemen;
- op voorstel van de codirecteurs een ontwerp van begroting aannemen;
- op voorstel van de codirecteurs, een jaarlijks operationeel plan aannemen;
- op voorstel van de codirecteurs het organigram en de functieomschrijvingen en het personeelsplan vastleggen;
- beslissen over de aanwervingen en de aanwervingsprocedure binnen het beschikbare budget;
- beslissen over de wijze waarop gecommuniceerd wordt en het budget en het communicatiebeleid van het Centrum bepalen;
- al dan niet in rechte op te treden met betrekking tot de dossiers die aan de interfederale raad van bestuur werden voorgelegd;
- studies laten verrichten die verband houden met de opdrachten van het Centrum;
- het nemen van gezamenlijke initiatieven om gelijke kansen en de strijd tegen discriminatie en racisme te bevorderen, in overeenstemming met de machtiging van het Centrum omschreven in de artikelen 4 en 5 van dit akkoord in aangelegenheden die onder de respectieve bevoegdheden van de kamers vallen waarvoor een meerderheid van de aanwezige leden van meerdere kamers om een gezamenlijke behandeling verzoekt;
- de interfederale raad van bestuur kan de bevoegdheid tot aanwerving van personeel, andere dan de codirecteurs en de coördinatoren delegeren aan het college.

§ 3. De interfederale raad van bestuur stelt binnen de 3 maanden na zijn aanstelling het huishoudelijk reglement op van deze raad. Dit huishoudelijk reglement bepaalt de interne organisatie van de interfederale raad van bestuur en verschijnt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 11. Bevoegdheden van de Kamers

§ 1. De Kamers zoals bepaald in artikel 8 § 3 zijn bevoegd voor de opvolging en het behandelen van de dossiers die hen zijn toegekend zoals voorzien in artikel 9 § 3.

§ 2. Overeenkomstig de artikelen 4, 5 en 6 van dit akkoord en voor de dossiers die hen exclusief zijn toegewezen, zijn de kamers gemachtigd om :

- alle studies en onderzoeken uit te voeren zoals omschreven in artikel 4;
- adviezen en aanbevelingen te formuleren overeenkomstig artikel 5.1° en 2°;
- bijstand te verlenen aan elke persoon die om een onderhoud verzoekt overeenkomstig artikel 5.3°;
- instellingen en organisaties en rechtshulpverleners te ondersteunen en te begeleiden overeenkomstig artikel 5.4°;
- aan alle overheden verduidelijkingen te vragen als er een vermoeden van discriminatie bestaat en dit overeenkomstig artikel 5.5°;
- sensibiliseringsacties te ondernemen;
- meldingen te ontvangen en ze te behandelen zoals voorzien in artikel 6 § 2;
- te beslissen over de wijze van communiceren voor wat de eigen bevoegdheden betreft, op voorwaarde dat deze communicatie in lijn is met het algemene communicatiebeleid waarvan sprake is in artikel 10 paragraaf 2, zevende streepje;

- al dan niet in rechte op te treden overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 § 3.

De kamers verzekeren de toegang van hun diensten zoals voorzien in artikel 6 § 1.

Art. 12. Het college

§ 1. Het Centrum wordt geleid door het college van twee codirecteurs die niet tot dezelfde taalrol mogen behoren en een verschillend geslacht hebben. Zij worden onder de voogdij geplaatst van de interfederale raad van bestuur en moeten hun beslissingen collegiaal nemen.

Ze worden bijgestaan door coördinatoren.

§ 2. Het college en de coördinatoren worden benoemd door de interfederale raad van bestuur, voor een periode van 6 jaar. Hun mandaat is tweemaal hernieuwbaar, mits een evaluatie die door een externe audit wordt uitgevoerd.

Met het oog op deze benoeming stelt de interfederale raad van bestuur een oproep tot kandidaatstelling op die in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt. Dat bericht verschijnt ook in minstens twee Nederlandstalige en twee Franstalige kranten wanneer de vacatures openstaan voor beide taalrollen of minstens twee Nederlandstalige of twee Franstalige kranten wanneer de vacature enkel openstaat voor de ene of de andere taalrol.

Deze oproep nodigt de kandidaten uit hun bekwaamheid aan te tonen en bepaalt de termijn waarin de kandidaturen moeten worden ingediend. De covoorzitters van de interfederale raad van bestuur maken de kandidaturen die werden ontvangen na de oproep over aan de interfederale raad van bestuur.

§ 3. Het college is belast met het voorstellen van de volgende elementen aan de interfederale raad van bestuur :

- de uitvoering van een driejaarlijks strategisch plan;
- een ontwerp van begroting;
- een jaarlijks operationeel plan;
- een organigram en functieomschrijvingen;

§ 4. Het college is belast met de volgende elementen :

- het dagelijks en budgettair beheer van het Centrum;
- het personeelsbeheer;
- de uitvoering van de beslissingen van de interfederale raad van bestuur, waarvan het college het secretariaat verzorgt;
- de voorbereiding van de aanbevelingen.

Art. 13. Het personeel

§ 1. Voor het vervullen van zijn opdrachten beschikt het Centrum over personeel dat bij arbeidsovereenkomst wordt aangeworven.

Het personeel wordt, binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, aangeworven op basis van de functieomschrijving, bedoeld in artikel 11 van dit akkoord. Dit personeel kan zijn opdrachten uitvoeren op de zetel van het Centrum of in de lokale meldpunten.

De codirecteurs en de coördinatoren kunnen niet het voorwerp van enige detachering zijn.

§ 2. De personeelsleden van het Centrum oefenen hun functie op loyale, zorgvuldige en integere wijze uit onder het gezag van de codirecteurs.

Buiten de uitoefening van hun ambt vermijden zij elke handelwijze die het vertrouwen van het publiek in hun dienst kan aantasten.

§ 3. Personeelsleden van de administraties van de partijen, kunnen ter beschikking van het Centrum gesteld worden, op vraag van het Centrum.

Art. 14. Personeels- en taalkader

Op basis van het organigram en de functieomschrijvingen, bedoeld in artikel 10 van huidig akkoord, legt de interfederale raad van bestuur het personeels- en taalkader vast.

De gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken zijn van toepassing.

Art. 15. Budgettair toezicht en controle van de rekeningen

Het Rekenhof oefent toezicht uit op alle beslissingen van het Centrum die een budgettaire of financiële weerslag hebben.

De controle op de boekhouding van het Centrum wordt toevertrouwd aan een bedrijfsrevisor, gekozen onder de leden van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren, aangeduid en herroepen door de interfederale raad van bestuur.

Hij voert zijn opdracht uit zonder zich in te laten met het bestuur van het Centrum.

De bedrijfsrevisor mag kennis nemen van alle boekhoudstukken. De jaarrekeningen worden hem bezorgd 45 dagen voor de bijeenkomst waarop de interfederale raad van bestuur de rekeningen onderzoekt.

De bedrijfsrevisor brengt verslag uit over deze rekeningen aan de interfederale raad van bestuur.

De bedrijfsrevisor wordt aangeduid voor een periode van drie jaar.

Art. 16. De financiering en het budget

§ 1. Voor het vervullen van zijn opdracht, mag het Centrum :

- schenkingen en legaten ontvangen;
- opbrengsten uit activiteiten ontvangen;
- roerende en onroerende goederen verwerven of vervreemden;
- middelen ontvangen afkomstig van de Nationale Loterij;
- deelnemen aan oproepen voor gesubsidieerde project.

Indien het Centrum ontbonden zou worden, gaan de roerende en onroerende netto-activa naar de ondertekenende partijen naargelang hun bijdrage.

§ 2. De verdeling van de bijdragen van de partijen bij deze overeenkomst wordt bepaald op basis van de volgende beginselen :

- het budget van het Centrum wordt, exclusief eigen inkomsten verworven door het Centrum en inclusief de middelen voor de opdracht 'handicap', vastgesteld op een bedrag van 7,84 miljoen euro vanaf 2015. Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd (op basis van de gezondheidsindex).

- de bijdrage van de federale Staat wordt vastgelegd op het bedrag van de huidige bijdrage (inclusief opdracht gehandicapten) voor het huidige Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding verminderd met de middelen nodig voor de financiering van het centrum dat na de oprichting van het interfederaal Centrum bevoegd wordt voor migratie en mensenhandel. De bijdrage ter financiering van het interfederaal Centrum wordt aldus vastgelegd op 6.2 miljoen euro vanaf 2015.

- de bijdrage van de deelstaten ten belope van een bedrag dat overeenstemt met 1.64 miljoen euro vanaf 2015;

- de verdeling van deze bijdrage onder de deelstaten gebeurt als volgt :

Vlaanderen: 48 % = 787.200 euro

Waals Gewest: 36 % = 590.400 euro

Franse Gemeenschap: 12 % = 196.800 euro

Brussels Gewest: 3 % = 49.200 euro

Duitstalige Gemeenschap: 1 % = 16.400 euro

Wanneer een deelstaat personeel ter beschikking van het Centrum stelt, zonder dat deze kost gedragen moet worden door het Centrum, wordt dit door de betrokken deelstaat afgetrokken van het bedrag dat hij bijdraagt aan het budget van het Centrum.

§ 3. Voor de periode 2013 en 2014 wordt in afwijking van § 1 voorzien in een overgangsfase waarbij de bijdrage van de federale overheid en de deelstaten wordt vastgelegd in artikel 16 § 5.

§ 4. Bijkomende taken, buiten het jaarlijkse operationele plan, mogen aan het Centrum toevertrouwd worden binnen de perken van de opdrachten zoals omschreven in het samenwerkingsakkoord en op voorwaarde dat de aanvragers instaan voor de financiële verantwoordelijkheid.

§ 5. De begroting, aangenomen door de interfederale raad van bestuur op voorstel van het college, wordt goedgekeurd door het overlegcomité.

Wanneer de goedkeuring van de begroting vertraging oploopt, wordt de begroting van het vorige jaar verlengd onder het stelsel van de voorlopige twaalfden.

Art. 17. Overgangs- en inwerkingstredingsbepalingen

§ 1. Binnen de vijf maanden na zijn aanwijzing stelt de interfederale raad van bestuur het reglement van inwendige orde op.

§ 2. De partijen zullen ten laatste op 30 juni 2013 alle maatregelen treffen die de uitvoering van dit akkoord bewerkstelligen.

De partijen verbinden zich ertoe dat de interfederale raad van bestuur operationeel is binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit akkoord.

§ 3. De huidige leden alsook de voorzitter en vice-voorzitter van de raad van bestuur, de directeur en de adjunct-directeur, alsook de coördinatoren van het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding oefenen hun mandaat uit uiterlijk tot op het ogenblik van de effectieve uitvoering van onderhavig akkoord.

Zodra onderhavig akkoord effectief uitgevoerd is, is het Centrum de opvolger van de rechten en plichten van het Centrum voor gelijkheid van kansen en racismebestrijding voor de bevoegdheden die aan het interfederaal Centrum toegekend worden, met inbegrip van de rechten en plichten die voortvloeien uit de arbeidsovereenkomsten van de personeelsleden die zijn tewerkgesteld voor het vervullen van die bevoegdheden.

§ 4. Dit akkoord wordt gesloten voor een periode van drie jaar. Na afloop van deze periode, wordt het stilzwijgend verlengd voor een nieuwe periode van drie jaar.

Op het einde van elke periode van drie jaar kan elke partij dit akkoord ontbinden via een notificatie aan de parlementsvoorzitters van alle partijen, zes maanden voor het verstrijken van deze termijn van drie jaar. In dit geval blijft dit akkoord bindend voor de andere partijen.

§ 5. Voor de periode 2013 en 2014 wordt in afwijking van artikel 15 § 1 voorzien in een overgangsfase waarbij de bijdrage van de federale overheid en de deelstaten wordt vastgelegd als volgt:

	Federaal (zonder armoede)	Gewesten en Gemeenschappen
Interfederaal Centrum Situatie in 2013 (jaarbasis)	6,5 mio	1,095 mio VI : 607.000 (de meldpunten worden ingekanteld in het Centrum) + 74.550 = 681.550 W : 264.000 + 35.063 = 299.063 FG = 67.000 + 9.200 = 76.200 Br = 25.000 + 13.313 = 38.313 Dts = 0 + 1.000 = 1.000
Interfederaal Centrum Situatie in 2014	6,350 mio	1,355 mio VI : 738.000 W : 437.000 FG = 132.700 Br = 40.000 Dts = 7.500

De bijdrage van de deelstaten zal voor 2013 worden vastgelegd op basis van de bijdragen voorzien voor 2013 op jaarbasis en pro rata de maanden waarin dit samenwerkingsakkoord operationeel is in 2013.

§ 6. De partijen kunnen overgaan tot de aanduiding van een transitimanager die de uitvoering van dit akkoord zal opvolgen en begeleiden met inbegrip van de nodige maatregelen met betrekking tot het personeel dat momenteel is tewerkgesteld door het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding voor de uitvoering van de taken beschreven in dit akkoord.

§ 7. Dit akkoord treedt in werking na goedkeuring ervan door de wetgevende vergaderingen van alle partijen. De partijen zullen hiertoe onmiddellijk initiatief nemen.

Gedaan te Brussel op 23 juli 2012, in 5 originelen (in het Frans en het Nederlands en Duits).

a) De federale Staat, vertegenwoordigd door de federale Regering, in de persoon van de Eerste Minister, Elio Di Rupo en de Vice-Eerste Minister, Minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen, Joëlle Milquet;

De Eerste Minister,

De Vice-Eerste Minister, Minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen,

b) De Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van haar Minister-President, Kris Peeters, en van de Minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel, Pascal Smet;

De Minister-President,

K. PEETERS

De Minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke kansen en Brussel,

P. SMET

c) De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Franse Gemeenschapsregering, in de persoon van haar Minister-President, Rudy Demotte, en van de Minister van Cultuur, Audiovisuele media, Gezondheid en Gelijke Kansen, Fadila Laanan;

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur, Audiovisuele media, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

d) De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de persoon van haar Minister-President, Karl-Heinz Lambertz en van de Minister van Gezin, Gezondheid, en van Sociale Zaken, Harald Mollers

De Minister-President,

K.-H. LAMBERTZ

Minister van Gezin, Gezondheid, en van Sociale Zaken,

H. MOLLERS

e) De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het Verenigd College, in de persoon van de Voorzitter, Charles Picqué;

De Voorzitter,

Ch. PICQUE

f) Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van haar Minister-President, Rudy Demotte, en van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen, Eliane Tillieux;

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

g) Het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigd door de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest in de persoon van haar Minister-President, Charles Picqué, en van de Staatssecretaris belast met Mobiliteit, Openbaar Ambt, Gelijke Kansen en Administratieve Vereenvoudiging, Bruno De Lille;

De Minister-President,

Ch. PICQUE

De Staatssecretaris belast met Mobiliteit, Openbaar Ambt, Gelijke Kansen en Administratieve Vereenvoudiging,

B. DE LILLE

h) De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door het College, in de persoon van de Voorzitter, Christos Doulkeridis.

De Voorzitter,

Ch. DOULKERIDIS